

**La campagne
de Lutte
Ouvrière**

p. 2, 3 et 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1766 - 31 mai 2002 - prix : 1 €

Le 9 juin

**Votez pour
le camp des
travailleurs,
VOTEZ**

**LUTTE
OUVRIÈRE**

**Alliance droite -
extrême droite,
le bal des
hypocrites**

p. 5

**Notat, ou le
syndicalisme
propatronal**

p. 12

**Colombie
Un nouveau
président
à poigne**

p. 16



**Accord Russie-USA
Le gardien américain
de l'«ordre mondial»
et son allié russe**

p. 8 et 9

Sommaire

Elections

- p 4 ■ Les réunions publiques de Lutte ouvrière
 ■ Le vote pour les candidats de Lutte Ouvrière
- p 5 ■ Alliance droite - extrême droite : hypocrisie
 ■ La gauche et Chirac

Tribune

- p 6 ■ Qui va « barrer la route à Le Pen » ?

Leur société

- p 6 ■ Sangatte : les réfugiés victimes d'une société pourrie
- p 12 ■ CFDT : Nicole Notat ou le syndicalisme propatronal
 ■ Education : la lutte contre l'illettrisme... en paroles

Dans le monde

- p 7 ■ Etats-Unis : un 11 septembre à Paris ?
 ■ L'amitié Bush-Chirac
- p 8/9 ■ La « nouvelle alliance » USA-Russie
 ■ Russie : le chaos
- p 10 ■ Pays-Bas : après les élections
 ■ Tunisie : le plébiscite de Ben Ali
- p 11 ■ Inde-Pakistan : menace de guerre
- p 16 ■ Colombie : le nouveau président

Dans les entreprises

- p 13 ■ Peugeot (Sochaux) : production non-stop
 ■ Hewlett-Packard : jugement sur l'évaluation des salariés
- p 14 ■ Vivarte et Essilor (Créteil-94)
 ■ Hôpital américain de Neuilly (92)
 ■ Marks and Spencer
- p 15 ■ La Poste (Paris-Louvre)
 ■ Air France (Marignane)
 ■ Saint-Junien (Haute-Vienne)

RÉUNIONS PUBLIQUES avec Arlette LAGUILLER

LYON
Vendredi 31 mai
à 20 heures
Palais de la Mutualité
1, place
Antonin-Jutard
Métro : Guillotière

MARSEILLE
Samedi 1^{er} juin
à 15 h 30
Château des Fleurs
16, bd Michelet
Métro :
Rd-Point-du-Prado

STRASBOURG
Lundi 3 juin
à 20 heures
Palais des Congrès
place de Bordeaux



LILLE
Mercredi 5 juin
à 19 heures
Salle « le Splendid »
Lille-Fives,
Mont-de-Terre

RENNES
Jeudi 6 juin
à 18 h 30
Au Triangle
boulevard
de Yougoslavie,
Métro : Triangle

**HÉROUVILLE-
 SAINT-CLAIR**
(près de Caen)
Vendredi 7 juin
à 18 h 30
La Fonderie
1, av. Haut-Crépon

METZ
Mardi 4 juin à 18 h 30
Salle Braun
16, rue Mozart

PARIS

Jeudi 30 mai à 20 h 30

à la Mutualité

24, rue Saint-Victor Paris 5^e — Métro : Maubert-Mutualité

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:
LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> - E-mail : journal@lutte-ouvriere.org
 Union Communiste : <http://www.union-communiste.org>
 E-mail : contact@union-communiste.org

La Société d'Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 48 43 65 58 est une SARL au capital de 7622,45 € (50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 15400 exemplaires. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL et VILLE :
 COMPLÉMENT D'ADRESSE :
 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Editorial

Editorial des bulletins
d'entreprise du 27 mai 2002

VOTEZ POUR LE CAMP DES TRAVAILLEURS

■ Les commentateurs se plaignent de ce que la campagne pour les élections législatives, qui décideront de la couleur politique de la future Assemblée nationale, ne semble pas passionner les foules. Mais comment s'étonner de cela ? Avant le premier tour de l'élection présidentielle, il était déjà bien difficile de voir une différence entre la politique qu'avait menée Juppé de 1995 à 1997, et celle qu'avait appliquée Jospin de 1997 à 2002 et qui était dans la continuité de la précédente. Ce n'est pas l'appel du Parti Socialiste et du Parti Communiste à voter Chirac au deuxième tour de la présidentielle, en le présentant comme l'unique rempart possible contre le Front National, qui pouvait démontrer le contraire.

Que la population laborieuse ne se passionne pas pour savoir si le futur occupant de Matignon sera de droite (comme c'est le plus probable, après l'acte d'allégeance de la gauche à Chirac), ou s'il sera malgré tout issu du Parti Socialiste, n'est donc pas surprenant.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de la future majorité gouvernementale, ni pour lutter contre le chômage ou la précarité de l'emploi, ni pour s'opposer aux nouveaux plans de licenciements qu'on nous annonce régulièrement sous le nom hypocrite de « plans sociaux », ni pour revaloriser les bas salaires, les pensions et retraites des plus démunis et les

minima sociaux, ni pour améliorer les services publics.

Quelle que soit la couleur du futur gouvernement, il permettra aux plus riches de s'enrichir encore un peu plus aux dépens des plus pauvres, il fera passer les intérêts des gros actionnaires avant ceux des salariés, comme cela s'est fait au cours des années précédentes. Quelle que soit la couleur du futur gouvernement, il accordera des exonérations de charges sociales au patronat, sous le prétexte fallacieux (et vingt fois démenti par les faits) d'aider à la création d'emplois. Il diminuera les impôts sur les revenus, ce qui intéresse surtout les plus riches, sans toucher à la TVA, cet impôt inique qui taxe les plus pauvres de 20 % de leurs revenus. Quelle que soit la couleur du futur gouvernement, il continuera à sacrifier les services publics : l'école, les hôpitaux, les transports en commun, La Poste, le logement social, parce qu'on ne peut pas à la fois multiplier les cadeaux aux entreprises privées et faire fonctionner correctement les services publics indispensables à la population. Il continuera à les privatiser, à brader ce qui est censé appartenir à la collectivité, pour offrir aux capitaux privés des placements rentables et sans risques.

La seule chose d'utile que nous puissions faire dans ces élections, ce n'est pas de participer au choix de celui qui, à Matignon, prendra les futures

mesures dirigées contre la classe ouvrière. C'est au contraire de dire que nous ne sommes pas dupes, que nous exigeons une autre politique : l'interdiction des licenciements collectifs, la suppression du secret bancaire, du secret industriel et commercial, l'ouverture de la comptabilité des grandes entreprises aux travailleurs et aux consommateurs, afin que le patronat ne puisse plus décider de la vie de milliers de gens, de l'avenir d'une ville ou d'une région, sans avoir de comptes à rendre à la population.

C'est pour défendre ce programme que Lutte Ouvrière présente des candidates ou des candidats dans toutes les circonscriptions. Ils ne se présentent pas dans l'espoir de faire une carrière politique. Ce sont des travailleurs, fidèles à leur classe, à leur camp. Voter pour eux, ce sera affirmer que la classe ouvrière doit se préparer à se défendre face aux attaques incessantes qu'elle subit de la part du patronat et des gouvernements à son service. Ce sera dire aussi qu'elle veut un nouveau parti, qui défende ses intérêts politiques et sociaux, comme le firent en leur temps le Parti Socialiste et le Parti Communiste, avant de devenir des partis de gouvernement au service de la bourgeoisie. Voter pour eux, ce sera le vote le plus utile que des travailleurs puissent faire dans ces élections.

LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

30 mai

Albert (Somme)
Aix-sur-Othe (Aube)
Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne)
Brive (Corrèze)
Cambrai (Nord)
Carpentras (Vaucluse)
Chambray-lès-Tours (Indre-et-Loire)
Chanceaux-sur-Choisille (Indre-et-Loire)
Château-Salins (Moselle)
Cognac (Charente)
Crevin (Ille-et-Vilaine)
Dinan (Côtes-d'Armor)
Dombasle (Meurthe-et-Moselle)
Douarnenez (Finistère)
Faulquemont (Moselle)
Fondettes (Indre-et-Loire)
Fougères (Ille-et-Vilaine)
Hagetmou (Landes)
J uif (Meurthe-et-Moselle)
Josselin (Morbihan)
Lacroix-Falgarde (Haute-Garonne)
Lannion (Côtes-d'Armor)
Lapoutroie (Haut-Rhin)
La Souterraine (Creuse)
Laval-Saint-Nicolas (Mayenne)
Le Creusot (Saône-et-Loire)
Luz-St-Sauveur (Hautes-Pyrénées)
Mulhouse (Haut-Rhin)
Montdidier (Somme)
Nantes-Beaulieu (Loire-Atlantique)
Nérac (Lot-et-Garonne)
Nîmes-Pissevin (Gard)
Pompey (Meurthe-et-Moselle)
Pont-l'Abbé (Finistère)
Rézé (Loire-Atlantique)
Saint-Chinian (Hérault)
Saint-Sulpice-Laurière (Haute-Vienne)
Soulz (Haut-Rhin)
Surgères (Charente-Maritime)
Tinténiac (Ille-et-Vilaine)
Venarey-les-Laumes (Côte-d'Or)
Vierzon (Cher)

31 mai

Alençon-Perseigne (Orne)
Amnéville (Moselle)
Argenté-du-Plessis (Ille-et-Vilaine)
Armentières (Nord)
Aubin (Aveyron)
Auzeville-Tolosane (Haute-Garonne)
Baugy (Cher)
Beauvais (Oise)
Berck (Pas-de-Calais)
Bessèges (Gard)
Bobigny-E.-Vaillant (Seine-Saint-Denis)
Bohain (Aisne)
Bolbec (Seine-Maritime)
Bollène (Vaucluse)
Carmaux (Tarn)
Charroux (Vienne)
Chasseneuil-du-Poitou (Vienne)
Chelles (Seine-et-Marne)
Chéry-les-Pouilly (Aisne)
Clerval (Doubs)
Clichy (Hautes-de-Seine)
Combes (Somme)
Corbeil-Essonnes (Essonne)
Corbie (Somme)
Courbevoie (Hautes-de-Seine)
Cugnaux (Haute-Garonne)
Dreux (Eure-et-Loir)
Exincourt (Doubs)
Gamaches (Somme)
Garchizy (Nièvre)
Guingamp (Côtes-d'Armor)
Laigneville (Oise)
Lannemezan (Hautes-Pyrénées)
Le Cateau (Nord)
Le Mans-Pontlieue (Sarthe)
Le Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne)
Lorient (Morbihan)
Lussac-les-Châteaux (Vienne)
Lyons-la-Forêt (Eure)
Magny-Cours (Nièvre)
Manosque (Alpes-de-Haute-Provence)
Marmande-La Gravette
Montpellier-La Paillade (Hérault)
Montargis (Loiret)
Nancy (Meurthe-et-Moselle)
Nantes-Malakoff (Loire-Atlantique)
Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne)
Paris 12^e
Paris 17^e
Périgueux (Dordogne)
Remalard (Orne)
Remiremont (Vosges)
Saint-Hilaire-du-Harcouët (Manche)
Saint-Louis (Haut-Rhin)
Saint-Nicolas-de-Port (Meurthe-et-Moselle)
Saint-Pons (Hérault)
Saintes-Boiffiers (Charente-Maritime)
Saran (Loiret)
Sarreguemines (Moselle)
Saujon (Charente-Maritime)
Seurre (Côte-d'Or)
Sèvres (Hautes-de-Seine)
Sully-sur-Loire (Loiret)

1^{er} juin

Albi (Tarn)
Athis-Mons (Essonne)
Aureilhan (Hautes-Pyrénées)
Bagnols-sur-Cèze (Gard)
Beaugency (Loiret)
Breteuil (Eure)
Bussy-Saint-Georges (Seine-et-Marne)
Cap-Breton (Landes)
Cernay (Haut-Rhin)
Chauvigny (Vienne)
Colmar (Haut-Rhin)
Colroy-la-Grande (Vosges)
Evian (Haute-Savoie)
Flixecourt (Somme)
Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne)
Gérardmer (Vosges)

Granville (Manche)
Issoire (Puy-de-Dôme)
Issoudun (Indre)
Lamballe (Côtes-d'Armor)
La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne)
Laon (Aisne)
Lisieux (Calvados)
Longny-au-Perche (Orne)
Maisons-Alfort (Val-de-Marne)
Morsang-sur-Orge (Essonne)
Nantes-Clos-Torreau (Loire-Atlantique)
Nevers (Nièvre)
Nontron (Dordogne)
Oyonnax (Ain)
Paris 10^e
Péage-de-Roussillon (Isère)
Plancoët (Côtes-d'Armor)
Plérin (Côtes-d'Armor)
Plouezec (Côtes-d'Armor)
Riedisheim (Haut-Rhin)
Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne)
Rosières-en-Santerre (Somme)
Saint-Girons (Ariège)
Saint-Junien (Haute-Vienne)
Salbris (Loir-et-Cher)
Secondigny (Deux-Sèvres)
Sevran (Seine-Saint-Denis)
Thann (Haut-Rhin)
Thiers (Puy-de-Dôme)
Tonneins (Lot-et-Garonne)
Tourouvre (Orne)
Trelon (Nord)
Vanves (Hautes-de-Seine)
Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne)
Verdun (Meuse)
Vernon (Eure)
Villedieu-sur-Indre (Indre)
Villefranche (Aveyron)
Villers-Cotterets (Aisne)
Villers-Saint-Paul (Oise)
Vineuil (Loir-et-Cher)
Vitry-le-François (Marne)
Vouillé (Vienne)

2 juin

Séverac-le-Château (Aveyron)

3 juin

Auray (Morbihan)
Beauvoir (Deux-Sèvres)
Brignoles (Var)
Clermont-L'Hérault (Hérault)
Coulaines (Sarthe)
Evron (Mayenne)
Gorron (Mayenne)
Indre (Loire-Atlantique)
Jeumont (Nord)
La Ferté-Frenel (Orne)
Le Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne)
La Penne-sur-Huveaune (Bouches-du-Rhône)
Ligueil (Indre-et-Loire)
Lusigny (Aube)
Maringues (Puy-de-Dôme)
Marmande (Lot-et-Garonne)
Mirebeau (Vienne)
Monsempron-Libos (Lot-et-Garonne)
Nanterre (Hautes-de-Seine)
Pézenas (Hérault)
Pont-Audemer (Eure)
Pont-Saint-Esprit (Gard)
Terrasson-la-Villedieu (Dordogne)
Tonny-Charente (Charente-Maritime)
Tours (Indre-et-Loire)
Saint-Gilles (Gard)
Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise)
Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne)
Sézanne (Marne)
Valdivienne (Vienne)
Villepinte (Seine-St-Denis)
Yvetot (Seine-Maritime)

4 juin

Allonnes (Sarthe)
Amboise (Indre-et-Loire)
Annecy (Haute-Savoie)
Barjac (Gard)
Beaulieu-Mandeure (Doubs)
Bédarieux (Hérault)
Bellegarde (Ain)
Berre-L'Etang (Bouches-du-Rhône)
Bougenais (Loire-Atlantique)
Chambéry-Biollay (Savoie)
Chambéry-Le Haut (Savoie)
Chenove (Côte-d'Or)
Corbeil-Essonnes (Essonne)
Coulombiers (Vienne)
Coupière (Puy-de-Dôme)
Digne (Alpes-de-Haute-Provence)
Draguignan (Var)
Drancy-Centre (Seine-St-Denis)
Etaples (Pas-de-Calais)
Fleury-sur-Andelle (Eure)
Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône)
Givors (Rhône)
Gournay-en-Bray (Seine-Maritime)
Grande-Pâtur (Nièvre)
Juvigny-sous-Andaine (Orne)
Lalinde (Dordogne)
Lanester (Morbihan)
Langeais (Indre-et-Loire)
Les Herbiers (Vendée)
Les Ormes (Vienne)
Levallois-Perret (Hautes-de-Seine)
Lezay (Deux-Sèvres)
Limoges (Haute-Vienne)
Lormond (Gironde)
Luçay-le-Mâle (Indre)
Maisons-Alfort (Val-de-Marne)
Marignac (Haute-Garonne)
Masières (Nord)
Mauguio (Hérault)
Merdrignac (Côtes-d'Armor)
Miramont-de-Guyenne (Lot-et-Garonne)
Nantes-Doulon (Loire-Atlantique)
Nemours (Seine-et-Marne)
Niort (Deux-Sèvres)
Pantin (Seine-Saint-Denis)
Paris 5^e
Paris 10^e

Paris 12^e
Premery (Nièvre)
Provins (Seine-et-Marne)
Puteaux (Hautes-de-Seine)
Rostrenen (Côtes-d'Armor)
Rueil-Malmaison (Hautes-de-Seine)
Saint-Amarin (Haut-Rhin)
Saint-Dizier (Haute-Marne)
Saint-Gervais-la-Forêt (Loir-et-Cher)
Saint-Romain-de-Colbosc (Seine-Maritime)
Sens (Yonne)
Sucy-en-Brie (Val-de-Marne)
Talent (Côte-d'Or)
Thorigny (Seine-et-Marne)
Tournon
Trélazé (Maine-et-Loire)
Tremblay (Seine-Saint-Denis)
Veigné (Indre-et-Loire)
Verfeil (Haute-Garonne)
Villeparisis (Seine-et-Marne)
Vimoutiers (Orne)

5 juin

Agen-Rodrigues (Lot-et-Garonne)
Ailly-sur-Noye (Somme)
Asnières (Hautes-de-Seine)
Blangy-sur-Bresle (Seine-Maritime)
Bourges (Cher)
Bourtheroulde (Eure)
Brie-sur-Marne (Val-de-Marne)
Bron (Rhône)
Callac (Côtes-d'Armor)
Cergy-Saint-Christophe (Val-d'Oise)
Champigneulle (Meurthe-et-Moselle)
Charny (Yonne)
Chaulnes (Somme)
Chef-Boutonne (Deux-Sèvres)
Custines (Meurthe-et-Moselle)
Decazeville (Aveyron)
Descartes (Indre-et-Loire)
Ecos (Eure)
Ensisheim (Haut-Rhin)
Epernay (Marne)
Erment (Val-d'Oise)
Espalion (Aveyron)
Estissac (Aube)
Eyjeux (Haute-Vienne)
Fontenay-le-Comte (Vendée)
Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence)
Fresnes (Val-de-Marne)
Guéret (Creuse)
Ham (Somme)
Hennebont (Morbihan)
Joinville (Haute-Marne)
La Flèche (Sarthe)
Le Havre-Mare-Rouge (Seine-Maritime)
Le Mans-Cité des Pins (Sarthe)
Lanta (Haute-Garonne)
Le Theil (Orne)
Les-Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire)
Lognes (Seine-et-Marne)
Lorgues (Var)
Lusignan (Vienne)
Mimizan (Landes)
Montlouis (Indre-et-Loire)
Montlué (Ain)
Nîmes-Pablo-Neruda (Gard)
Noce (Orne)
Pamiers (Ariège)
Paris 13^e
Paris 18^e
Parthenay (Deux-Sèvres)
Périer (Manche)
Plaisance-du-Touch (Haute-Garonne)
Ploermel (Morbihan)
Plouha (Côtes-d'Armor)
Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme)
Romorantin (Loir-et-Cher)
Roquefort-la-Bédoule (Bouches-du-Rhône)
Saint-Briec (Côtes-d'Armor)
Saint-Affrique (Aveyron)
Saint-Dié (Vosges)
Saint-Herblain (Loire-Atlantique)
Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)
Sarlat (Dordogne)
Seclin (Nord)
Sées (Orne)
Servian (Hérault)
Tarascon (Ariège)
Toulon (Var)
Vervins (Aisne)
Vigneux (Essonne)
Villefranche-sur-Saône (Rhône)

6 juin

Ambert (Puy-de-Dôme)
Aramon (Gard)
Arcueil (Val-de-Marne)
Argenteuil (Val-d'Oise)
Arles (Bouches-du-Rhône)
Aulnoy-Aymeries (Nord)
Bar-le-Duc (Meuse)
Bayeux (Calvados)
Bernay (Eure)
Bischwiller (Bas-Rhin)
Bourg-en-Bresse (Ain)
Bray-sur-Somme (Somme)
Capestang (Hérault)
Caudry (Nord)
Château-Arnoux-St-Auban (Alpes-de-Hte-Provence)
Charroux (Vienne)
Celles-sur-Belle (Deux-Sèvres)
Cercy-la-Tour (Nièvre)
Charenton-le-Pont (Val-de-Marne)
Charroux (Vienne)
Châteauroux (Indre)
Clichy (Hautes-de-Seine)
Coulon (Deux-Sèvres)
Creutzwald (Moselle)
Dijon (Côte-d'Or)
Dole (Jura)
Echirolles (Isère)
Fécamp (Seine-Maritime)
Fontainebleau (Seine-et-Marne)
Foug (Meurthe-et-Moselle)
Fréjus (Var)
Freyning-Merlebach (Moselle)
Guebwiller (Haut-Rhin)
Harfleur (Seine-Maritime)
Hennebont (Morbihan)

7 juin

Homécourt (Meurthe-et-Moselle)
Jonzac (Charente-Maritime)
Landrecies (Nord)
La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie)
Le Merlerault (Orne)
Limoges-ZUP (Haute-Vienne)
Loches (Indre-et-Loire)
Luçon (Vendée)
Mézin (Lot-et-Garonne)
Millau (Aveyron)
Mont-de-Marsan (Landes)
Montfermeil (Seine-Saint-Denis)
Montgiscard (Haute-Garonne)
Montmirail (Marne)
Moreuil (Somme)
Mouy (Oise)
Nantes-Breil-Malville (Loire-Atlantique)
Neuville-les-Dieppe (Seine-Maritime)
Orléans (Loiret)
Pantin-Courtilières (Seine-St-Denis)
Paris 5^e
Paris 20^e
Passais (Orne)
Petit-Clamart (Hautes-de-Seine)
Ploermel (Morbihan)
Plouffran (Côtes-d'Armor)
Quissac (Gard)
Reims (Marne)
Ris-Orangis (Essonne)
Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Saint-Gaudens (Haute-Garonne)
Cergy-Saint-Christophe (Val-d'Oise)
Saint-Julien-L'Ars (Vienne)
Sainte-Livrade (Haute-Garonne)
Seloncourt (Doubs)
Sillé-le-Guillaume (Sarthe)
Sissone (Aisne)
Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence)
Suresnes (Hautes-de-Seine)
Troyes (Aube)
Ussel (Corrèze)
Vannes (Morbihan)
Vénissieux (Rhône)
Vienne (Isère)
Villedieu-du-Clain (Vienne)
Villedieu-les-Poêles (Manche)
Viry-Châtillon (Essonne)

7 juin
Aillant-sur-Tholon (Yonne)
Alès (Gard)
Annemasse (Haute Savoie)
Aramon (Gard)
Baillieux (Nord)
Beaulieu (Corrèze)
Bégard (Côtes-d'Armor)
Béziers (Hérault)
Blois (Loir-et-Cher)
Bobigny-Centre (Seine-Saint-Denis)
Brignais (Rhône)
Carquefou (Loire-Atlantique)
Château-Thierry (Aisne)
Châtelleraut (Vienne)
Colombes - centre/sud (Hautes-de-Seine)
Colomiers (Haute-Garonne)
Cosne-sur-Loire (Nièvre)
Epinal (Vosges)
Gennevilliers-Nord (Hautes-de-Seine)
Hautmont (Nord)
Hervilles-Saint-Clair (Calvados)
Hesdin (Pas-de-Calais)
Jassans (Ain)
La Roche-sur-Yon (Vendée)
La Seyne-sur-Mer (Var)
Le Havre-Centre (Seine-Maritime)
Le Mele-sur-Sarthe (Orne)
Limoges-Zup (Haute-Vienne)
Lunel (Hérault)
Maisons-Alfort (Val-de-Marne)
Malemort (Corrèze)
Melle (Deux-Sèvres)
Mers-les-Bains (Somme)
Meudon (Hautes-de-Seine)
Montbéliard (Doubs)
Montmorillon (Vienne)
Mortagne-au-Perche (Orne)
Nangis (Seine-et-Marne)
Nesles (Somme)
Orval (Loire-Atlantique)
Paris 10^e
Paris 17^e
Ribère (Dordogne)
Rochefort (Charente-Maritime)
Roye (Somme)
Saint-Avertin (Indre-et-Loire)
Saint-Chamond (Loire)
Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire)
Saint-Malo-La Découverte (Ille-et-Vilaine)
Saint-Priest (Rhône)
Saint-Quentin (Aisne)
Saint-Vallier (Saône-et-Loire)
Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin)
Soyaux (Charente)
Tomblaine (Meurthe-et-Moselle)
Toulouse-Bourbaki (Haute-Garonne)
Vasles (Deux-Sèvres)
Vaulx-en-Velin (Rhône)
Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne)
Villerupt (Meurthe-et-Moselle)
Wassy (Haute-Marne)

8 juin

Alençon-centre (Orne)
Dormans (Marne)
Fournies (Nord)
Laval-Les Fourches (Mayenne)
L'Aigle (Orne)
Montier-en-Der (Haute-Marne)
Sète (Hérault)
Tarnos (Landes)
Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne)
Witry-les-Reims (Marne)

Elections

LE SEUL VOTE UTILE, c'est le vote pour les candidates et les candidats de Lutte Ouvrière

Les dirigeants et les notables du PS et du PCF, faute d'arguments convaincants, reprennent la rengaine, pourtant bien usée, du vote utile.

Mais utile à quoi, et utile à qui ? Ils se gardent bien de l'expliquer. Parce qu'alors il leur faudrait dire pourquoi les mesures qui seraient nécessaires pour regagner la confiance et les suffrages des 4 millions d'électrices et d'électeurs qui leur ont fait défaut, ils n'ont pas voulu les mettre en œuvre pendant les cinq années où ils en avaient les moyens, puisqu'ils avaient la majorité.

Maintenant qu'ils risquent de ne plus l'avoir, ils pourraient au moins dire qu'ils s'opposent au chômage, en proposant de voter une loi qui interdise les licenciements collectifs ; ils pourraient manifester, ne serait-ce qu'en paroles, leur volonté de s'en prendre aux intérêts des possédants, aux prérogatives quasiment de droit divin du patronat. Mais, même au travers de discours et de promesses qu'ils ont peu de chance d'être en situation d'appliquer – car il est peu probable qu'ils auront la majorité – même cela, ils ne le font pas.

Du coup, ils se rabattent sur l'éternel argument du vote utile. Ils se limitent à agiter l'épouvantail de la victoire de la droite... sauf qu'il y a un peu plus de trois semaines, ce sont eux qui ont déroulé le tapis sous les pieds de Chirac, qui a pu ainsi de son piédestal élyséen mettre tranquillement en place le dispositif de campagne de la droite. Ils agitent dans le même temps l'épouvantail de l'extrême droite. Selon les stratégies de cette gauche-là, l'enjeu serait qu'il n'y ait aucun député du FN à l'Assemblée nationale. Ils en oublient que le principal enjeu n'est pas symbolique, mais concerne des millions de femmes et d'hommes : ce serait qu'il y ait beaucoup moins de femmes et d'hommes, dans les milieux populaires, qui croient pouvoir exprimer leur angoisse,

leur colère, leurs revendications en votant pour un parti dont le porte-parole, Le Pen, est un démagogue d'extrême droite, milliardaire, ami des riches, qui n'a que mépris pour cette population laborieuse dont il a su exploiter les ressentiments.

Les notables de la gauche s'appuient sur le fait que la loi électorale impose qu'un candidat n'ayant pas recueilli 12,5 % des inscrits au premier tour (donc un pourcentage encore plus élevé des suffrages exprimés) n'a plus le droit de postuler au second tour. Cette élimination peut se traduire par le fait que tous les candidats de gauche soient éliminés au premier tour et que le deuxième n'oppose plus que des candidats de droite ou un candidat de droite à un candidat d'extrême droite. L'inverse peut théoriquement se produire, mais cela risque d'être plus rare. Mais qui a fait et accepté cette loi qui aboutit au dévoiement de la représentation des électeurs ? Ces mêmes politiciens, de gauche et de droite, qui s'en sont accommodés tant que cela les avantagait. Pourquoi ne l'ont-ils pas changée, alors qu'ils avaient la majorité pour le faire ?

Ce chantage au vote utile vise à ce que les femmes et les hommes des milieux populaires abdiquent leurs opinions, et choisissent de voter non pas selon leurs convictions mais pour celui qui aurait le plus de chance de gagner dans une opération dont les règles sont injustes, antidémocratiques et truquées. C'est cela le piège.

Il faut au contraire que ces élections permettent au moins à ceux qui ont le droit de vote – nombre de travailleurs en sont écartés parce qu'ils n'ont pas la nationalité française – de choisir ceux qui n'ont pas eu peur de leur dire la vérité, et qui, dans ces élections, mais aussi au lendemain de ces élections, sauront représenter les intérêts politiques et sociaux du monde du travail. C'est cela le vrai vote utile.

Mon
communisme
le livre
d'Arlette
Laguiller
est disponible.

Prix : 13 euros. Envoi contre un chèque de ce montant à l'ordre de Lutte Ouvrière.



ALLIANCE DROITE - EXTRÊME DROITE : LE BAL DES HYPOCRITES

Les déclarations de Lepeltier, devenu le numéro un du RPR depuis qu'Alliot-Marie a été nommée ministre, émettant le souhait que le candidat du RPR se maintienne en cas de triangulaires impliquant un candidat du FN, ont déclenché, à droite comme à gauche, un déluge de réactions.

L'état-major de l'UMP, le nouveau parti de Chirac, s'est empressé de corriger le tir, déclarant qu'il ne fallait rien faire qui puisse faire élire un député du Front National, tout en se gardant d'adopter une position précise.

C'est que les déclarations et les petites phrases des états-majors sont une chose, les préoccupations des élus locaux une autre. Par exemple, dans le Var, où le FN fait des bons scores, Ginesta, président départemental du RPR mais aussi candidat aux législatives, a

déclaré : « Il n'y aura pas de front républicain dans le département du Var. Ça veut dire qu'on maintiendra nos candidats. » Soucieux d'attirer les électeurs du Front National sur leur nom au premier ou encore au second tour, bon nombre de notables du RPR tiennent plus à marquer leur distance avec la gauche et à draguer les électeurs du Front National qu'à s'acoquiner avec leurs concurrents de gauche.

Ce refus n'est d'ailleurs pas nouveau. Dans les années 1990, c'était la position systématique du RPR. Par exemple, lors d'une législative partielle à Toulon, en mai 1998, Sarkozy déclarait qu'un député FN ou PS, « c'est bonnet blanc et blanc bonnet ».

Dans plusieurs cas, il y a eu alliance de la droite et de l'extrême droite. Ce fut le cas à Dreux, dès 1983, où le

maire RPR s'allia au second tour avec le FN lors d'une élection municipale partielle. En 1989, à Vitrolles, ce fut même dès le premier tour que le RPR et le FN se présentèrent unis pour tenter, sans succès, de gagner la mairie. On a vu plus récemment, lors des élections régionales de 1998, des politiciens liés à la droite classique (si tant est que cela veuille dire quelque chose) Baur, Blanc, Millon, Soisson, faire alliance avec le FN pour se faire élire à la présidence de conseils régionaux.

Il n'y a aucune barrière politique ou humaine entre la droite et l'extrême droite. On ne compte d'ailleurs plus le nombre de politiciens qui sont passés de l'une à l'autre en changeant simplement d'étiquette, par simple calcul électoral et sans guère à avoir à

modifier leurs discours.

Jusqu'à présent, la stratégie de la droite dite classique n'a pas été de s'allier au p l a n national avec le Front National, car elle

craignait sans doute de perdre plus de voix et surtout de sièges qu'elle n'en gagnerait. Mais si elle y trouve son intérêt, elle peut tout aussi bien changer son fusil d'épaule.

Voilà pourquoi ces dénégations concernant les alliances avec le FN ne signifient rien,

même pour l'avenir relativement proche.

Dans ces conditions présenter Chirac et son camp comme un rempart contre Le Pen a été une imposture... qui, chaque jour, se vérifie un peu plus.

C. B.

La vérité sur la blessure de Zidane



QUAND LA GAUCHE CRIE À L'INFIDÉLITÉ

Les dirigeants des partis de gauche se sont empressés de s'emparer des déclarations de Lepeltier et de les mettre au centre de leur campagne. C'était une aubaine pour parler d'autre chose que de leur bilan.

Noël Mamère s'est dit « profondément choqué » ajoutant que « la droite est à côté de la plaque et revient à ses vieux démons ». Ayrault, au nom du PS, a parlé de « profond scandale ». Vincent Peillon, porte parole du PS, a dénoncé la « rupture du contrat » au nom du « mandat qui a été donné à Jacques Chirac le 5 mai » et la « trahison du pacte passé à la présidentielle ». Mais quel contrat ? Quel pacte Chirac a-t-il signé vis-à-vis de la gauche ? Aucun !

Dans le registre de l'amant

délaissé, mais qui espère encore, la palme revient sans doute à L'Humanité. N'est-ce pas d'ailleurs le PCF qui prétendait entre les deux tours de l'élection présidentielle qu'en noyant Chirac sous les bulletins de vote, on allait le rendre otage de la gauche ? Aujourd'hui, L'Humanité continue à implorer Chirac.

« Et si, s'interroge L'Humanité du 23 mai, pas si fou que cela, il (Lepeltier) avait été chargé de lancer un signal à l'adresse de l'extrême droite ? Un seul personnage peut gommer ces interrogations, ces suspicions : le président de la République. Au soir du 5 mai, le chef de l'État avait eu des mots forts sur le sursaut démocratique, les manifestations de jeunes contre le FN, le rassemblement du pays face à

la menace raciste et xénophobe. Il avait même souligné qu'il en tiendrait compte. Son entourage n'hésitait pas à nous répéter « Chirac a pris la dimension du nouveau contexte politique, de sa destinée historique ». On se prêtait à y croire (...) » et ainsi de suite. En conclusion, le journaliste supplie Chirac de « préciser sans détours ses intentions en indiquant son refus de faire élire des députés lepénistes ».

Il est évident que tous ces dirigeants de gauche ne croient pas un mot de tout ce cinéma autour du prétendu « pacte du 5 mai » et des vertus anti-FN de Chirac. Mais ils ont tout fait pour le faire croire à leurs électeurs, leurs militants et à leurs sympathisants. C'est grave, bien plus grave pour eux-mêmes, en tant que partis qui se disaient encore de gauche, et pour tous ceux sur qui ils gardent encore de l'influence. Car cela contribue à effacer un peu plus encore les repères politiques.

Les dirigeants de la gauche n'ont pas hésité à mentir à leurs électeurs et à obscurcir leur conscience en leur présentant Chirac, ce représentant ouvert du patronat et de la bourgeoisie, comme étant dans leur camp. Maintenant, ils veulent jouer aux faux naïfs, s'étonnant d'avoir confié les clés de la maison à un imposteur !

Christian BERNAC

EN TOUTE (IN)JUSTICE

Un tribunal vient de reconnaître la responsabilité du laboratoire pharmaceutique UCB Pharma qui a distribué du Distilbène à des femmes risquant une fausse couche, des années après qu'on savait que cela provoquait des malformations et cancers génitaux chez les enfants, notamment chez les filles des femmes ainsi traitées.

Produit dans de nombreux pays, dont la France où

160 000 femmes y ont été exposées, ce médicament fut interdit aux Etats-Unis comme dangereux pour les femmes enceintes en 1971. Mais ici, seulement en 1977.

C'est que les intérêts d'UCB Pharma pesaient plus lourd que ceux des mères et de leurs enfants. La preuve : il a fallu onze ans de procédure pour que soit rendu un jugement condamnant cette firme, laquelle vient, bien entendu, de faire appel...

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 65 (mai-juin 2002)



L'élection présidentielle 21 avril - 5 mai 2002

• Après les deux tours de l'élection présidentielle

Un échange de correspondance entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire

Tribune de la minorité : l'extrême gauche devant ses choix

• Documents

• Résultats

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

QUI VA « BARRER LA ROUTE À LE PEN » ?

Serge Lepeltier, dirigeant en titre du parti de Chirac, avait clairement déclaré ne pas vouloir soutenir un candidat de gauche se retrouvant face à l'extrême-droite. Et d'autres à droite lui ont aussitôt emboîté le pas. Voter Chirac pour barrer la route à Le Pen, c'est pourtant ce que nous avait raconté cette gauche, préoccupée qu'elle était avant tout de faire oublier la claque reçue au premier tour pour prix de sa politique au gouvernement.

Face au malaise créé par cette prise de position d'un représentant du principal parti de la droite, Raffarin et Juppé se sont sentis obligés de promettre qu'il n'y aurait pas d'alliance directe ou indirecte avec le Front National dans les prochaines législatives. On peut cependant parier qu'en définitive, chaque candidat de droite se déterminera localement en fonction de la combinaison la plus susceptible de le faire élire. L'ambition de s'asseoir sur un siège de député ne peut faire barrage à l'envie d'un certain nombre de candidats de droite de s'asseoir sur les prétendus principes de « *défense de la République* », utiles seulement à faire reluire la candidature Chirac, elle aussi bien amochée au premier tour.

Face à cette évidence, les partis de gauche ont soudain retrouvé la mémoire. Ils ont rappelé que les passerelles entre droite et extrême droite n'étaient pas nouvelles, que dans plusieurs régions des alliances avaient été nouées dans un passé récent, et pour certaines se poursuivaient encore. Car maintenant, après avoir conforté la droite, il leur faut bien eux aussi défendre leurs sièges face à elle.

Si l'on voulait mesurer en quoi Le Pen, en dépit de sa « défaite » électorale devant Chirac, pouvait peser sur la politique dans ce pays, le battage sécuritaire du nouveau gouvernement nous en a également donné une idée. Chirac voudrait qu'on n'y voie que du bleu... marine. Après avoir joué au voleur il joue au gendarme et court ainsi après Le Pen.

Après les scores élevés dans plusieurs pays, c'est aussi au niveau de la politique européenne que l'influence de l'extrême-droite se fait sentir. Pour l'Espagne, Aznar en vue du prochain sommet de Séville, a tenu à tirer le premier, suivi de peu par Chirac et Schröder. Ils clament sur tous tons que l'immigration est « *un sujet qu'il ne faut pas laisser à l'extrême droite* ».

Le Pen n'est donc pas qu'un danger potentiel. Il fait déjà des ravages. Pour cela il n'y a même pas besoin que l'extrême-droite soit au pouvoir, ou partie prenante d'un gouvernement dans une coalition avec la droite, ce qui est le cas au Danemark ou en Autriche, puisque ce sont les gouvernements de droite... et

de gauche – rappelez-vous la politique de Chevènement vis-à-vis des sans papiers ou la campagne de Jospin sur la « *sécurité* » – qui se sentent tenus de reprendre ses thèmes et une partie de sa politique.

Oui bien sûr, il faut « *barrer la route à Le Pen* ». Mais ces seules dernières péripéties ont largement démontré que ce ne sera ni en votant Chirac, ni quelques semaines plus tard en votant pour la gauche.

Il faut aussi barrer la route à cette escroquerie !

Car le véritable danger c'est l'influence que Le Pen a acquise sur les couches populaires. Le Front National empoisonne d'ores et déjà la conscience de trop de travailleurs, notamment parmi les plus démunis, dans des cités devenues des îlots de misère du fait du chômage, où une fraction des laissés-pour-compte de la politique des gouvernements de gauche et de droite de ces 20 dernières années se retourne – même si ce n'est jusque-là qu'en parole – contre les immigrés. Voire contre « *les Cocos* » comme un reportage télé s'en faisait récemment l'écho. Et la crainte du chômage tarade aussi un certain nombre de salariés qui, bien que n'étant pas parmi les plus démunis, craignent la concurrence des plus malchanceux. La presse récente fourmille de reportages sur des travailleurs, déjà sans emploi ou chômeurs en puissance, qui par hargne de ces partis de gouvernement incapables de les rassurer sur leur sort, disent avoir voté Le Pen ou annoncent qu'ils le feront.

Si l'extrême-gauche veut arracher les couches populaires à l'influence des Le Pen, il est donc tout d'abord indispensable qu'elle se démarque clairement de tous ceux qui, à droite comme à gauche ont, au pouvoir ces dernières années, été les artisans de la paupérisation du monde du travail. Il faut donner aux travailleurs d'autres perspectives que celle d'une alternance de gouvernements menant tous une même politique, contre les travailleurs et les plus démunis. Et il faut enfin et surtout que l'extrême-gauche se donne les moyens de prendre la tête des combats qui se mènent et se mèneront ailleurs que dans l'arène électorale, sur le terrain de la lutte des classes. De façon à les étendre, les généraliser, et leur donner ainsi les meilleures chances d'aboutir à des succès. Car ce sont ces succès qui renforceront le plus sûrement le moral et la combativité des travailleurs, donneront les meilleures chances de faire reculer l'extrême-droite et accessoirement leurs autres ennemis de droite comme de gauche.

Louis GUILBERT

Convergences Révolutionnaires, bimestriel publié par la Fraction, n° 21 (mai-juin)

Au sommaire : – Suite des présidentielles : des articles sur la lutte contre l'extrême droite, les trahisons et la manœuvre de la gauche, les divisions et les faiblesses de l'extrême gauche.
– Dossier : Le Moyen-Orient, Israël, Etats arabes, Autorité palestinienne... les pions de l'impérialisme.
– Les syndicats et la collaboration de classe en France (épargne salariale, AZF) et en Allemagne (IG-Metall)

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :
LO, pour la Fraction, BP 233 – 75865 Paris Cedex 18, ou
Les Amis de Convergences, BP 128 – 75921 Paris Cedex 19

Leur société

Sangatte

LES RÉFUGIÉS VICTIMES D'UNE SOCIÉTÉ POURRIE

Sarkozy, ministre de l'Intérieur tout frais émoulu, a voulu faire un court passage de dix minutes au centre d'hébergement de Sangatte, ce camp de réfugiés situé dans le Pas-de-Calais, à deux pas du tunnel sous la Manche. Cela fait partie de son cinéma électoral, faisant suite à sa visite des commissariats des cités populaires de la Région parisienne. Il a déclaré que l'objectif serait la fermeture de ce centre, mais à terme. Il faut faire, a-t-il déclaré, de la « *sécurité intérieure et extérieure un impératif absolu* », et a promis trente policiers supplémentaires. Il s'est félicité au passage de la sévérité des condamnations à neuf et six mois de prison ferme prises à l'égard des responsables d'une récente bagarre entre réfugiés kurdes et afghans. Il a aussi promis de défendre lors du sommet européen à Séville, qui se tiendra les 21 et 22 juin, un projet de police des frontières.

Mais, prudence oblige, Sarkozy a précisé que si « *la fermeture de Sangatte peut être et doit être un objectif* », elle « *ne peut être un préalable* ». Il doit, comme tout un chacun, se rendre à l'évidence, et explique qu'« *une fermeture précipitée créerait plus de problèmes de sécurité pour la population calaisienne qu'elle n'en résoudrait* ». En effet, ces politiciens, avant les élections, faisaient de la démagogie sécuritaire à en vomir. Mais tous savent que la fermeture du centre d'hébergement et les mesures de répression n'éviteront pas que tous ces gens qui cherchent à

échapper à la misère tentent leur « *chance* » pour fuir. Comme le disait un représentant d'Amnesty : « *Si on supprime le camp, on ne supprime pas le problème. Il sera seulement moins visible* ». »

Le centre de Sangatte a été créé en septembre 1999. Depuis son ouverture, 35 000 personnes y ont vécu dans l'attente de la possibilité de passer clandestinement dans des conditions risquées en Angleterre. Le centre est au bord de l'explosion tant les gens y sont entassés dans des conditions précaires. Il était prévu au départ pour recevoir 700 personnes et ils sont aujourd'hui 1500 à y vivre.

Les réfugiés de Sangatte, kurdes, kosovars ou afghans, fuient qui la misère, qui une guerre, et souvent les deux à la fois, misère et guerre dont ces pays impérialistes dans lesquels ils viennent à la recherche d'un autre avenir sont responsables. Car ce sont les grandes puissances qui sont responsables du fait que l'immense majorité de la population de la planète n'a même pas de quoi vivre. Et les gouvernants de ces pays riches proposent de construire des barbelés toujours plus hauts, toujours plus surveillés, pour protéger la richesse des riches. C'est cette situation qui fait naître tous les Sangatte du monde.

Aline RETESSE

LE CAPITALISME TUE

Un rapport de l'Organisation mondiale du travail (OIT) estime que deux millions de personnes meurent chaque année d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dans le monde.

Ce chiffre déjà considérable n'est qu'une estimation minimale bien loin de rendre compte de la réalité. Dans bien des pays, il est difficile d'établir une statistique. Même en France, nombre d'entreprises grandes ou petites cherchent à masquer les accidents du travail. Pour les maladies professionnelles, l'OIT relève que l'amiante, à lui seul, est responsable de 100 000 morts par an. Et parmi les victimes, il y a 12 000 enfants qui meurent chaque année d'accidents ou de maladies professionnelles.

Ce bilan n'est pas dû à une quelconque fatalité. Cette hécatombe pourrait être enrayerée si, au lieu d'exploiter les travailleurs pour obtenir d'eux le profit maximum, on organisait la production en fonction de la population, en prenant en

compte la sécurité de ceux qui produisent. Mais dans ce système capitaliste, faut pas rêver !

A.R.



États-Unis

UN 11 SEPTEMBRE-BIS ?

« La menace d'une autre attaque (du type de celle du 11 septembre) est réelle, peut-être même encore plus désastreuse », a affirmé, mi-mai, le vice-président américain Dick Cheney, qui a ajouté peu après en avoir la « quasi-certitude ». Appuyée par les agences fédérales de renseignement, FBI et CIA, cette annonce a été accompagnée d'un avis d'alerte rouge sur tout le territoire américain, tandis que les médias ressortaient le spectre de Ben Laden et agitaient la menace d'une nouvelle frappe des Etats-Unis par les réseaux Al-Qaïda dudit Ben Laden. Cette fois, à en croire la presse, il ne s'agirait pas d'avions-suicides mais de porte-containers piégés explosant dans des ports...

Evidemment, rien n'est à exclure en ce domaine. Mais on ne peut pas exclure non plus que cette annonce, qui, dit-on, et on l'imagine sans peine, a fait l'effet d'une bombe auprès de la population américaine, arrive vraiment à point nommé. Elle est tombée quelques jours à peine avant que Bush n'entame sa tournée en Europe et en Russie où il a posé au champion de la lutte contre le « terrorisme international » en cherchant à y rallier, et à rallier au leadership américain en ce domaine, les principales puissances européennes et la Russie.

Le hasard ferait aussi bien les choses puisque ces « révélations » sont tombées aussi quatre jours après que le président Bush eut reconnu avoir été informé par ses services secrets, plus d'un mois avant le 11 septembre, de menaces

d'attentats terroristes par avion.

Ceux qui ont déterré l'affaire, forçant Bush à cette confession, sont principalement des parlementaires démocrates. Les Démocrates – qui ont depuis dû battre en retraite – considéraient de bonne guerre de chercher à affaiblir Bush sur le terrain même où, après le 11 septembre, il avait tenté de donner de lui l'image du dirigeant de tout un peuple endeuillé, uni derrière « son » président. Cela, dans la perspective des prochaines élections, celles dites de « midterm » (mi-man-

dat présidentiel) où ils espèrent prendre une revanche sur ce président élu sans que l'on sache si c'est bien lui ou son adversaire démocrate qui l'avait réellement emporté.

Bush aurait donc été « au parfum » – pour employer le langage que l'on prête aux gens du renseignement. Que, sur la base des informations dont lui et son entourage disposaient, ils aient pris ou pas les mesures appropriées pour tenter de contrer ces attentats, et en avaient-ils vraiment les moyens, la question restera probablement pour toujours sans réponse.

Mais au-delà des règlements de comptes politiques auxquels le drame du 11 septembre donne lieu entre Bush et son opposition démocrate, l'atmosphère de crainte d'attentats que ces « révélations » entretiennent peut avoir des conséquences immédiates dramatiques. Par exemple, avec un regain de la chasse au faciès, comme après le 11 septembre, contre ceux qui, aux Etats-Unis, pourraient être vus comme des « terroristes » moyen-orientaux.

Une des autres conséquences de la chose, et elle a bien plus d'importance pour les

milieux dirigeants américains, est d'entretenir une ambiance de citadelle assiégée propice et à tenter de souder la population derrière ses dirigeants et à lui faire accepter, outre l'envoi de nouveaux soldats en Afghanistan, aux Philippines ou ailleurs comme ces derniers mois, une augmentation conséquente des budgets fédéraux affectés aux organismes de sécurité. Après le 11 septembre, le budget du FBI a ainsi augmenté de 30 % pour deux ans, celui de la CIA a connu sa plus forte hausse depuis la guerre du Vietnam. Quant aux dépenses militaires, elles aussi, elles ont connu une hausse considérable. Mais sans doute ne sont-elles pas encore assez importantes pour les marchands de canons...

P.L.

BUSH-CHIRAC : UNE AMITIÉ

L'étape française du président américain Bush a fourni une occasion à Chirac d'effectuer un exercice délicat : multiplier les gestes d'allégeance à l'égard de la puissance américaine et de son dirigeant tout en s'efforçant de marquer quelque distance.

Tenter de faire croire à l'opinion publique française que la politique de l'impérialisme français n'est pas tout simplement – et à part quelques nuances – alignée sur la politique poursuivie par les Etats-Unis aux quatre coins du monde, est une entreprise difficile, en effet.

« Nous sommes tout à fait dans la même conception des choses » a déclaré Chirac à propos de la « guerre contre le terrorisme » décrétée par Bush, tandis que, pour ce dernier, « les Etats-Unis n'ont pas d'allié plus solide » que Chirac. Un proche collaborateur du président américain aurait même complété par un « les Français ont été formidables », compliment saluant la participation française à l'opération aérienne Anacanda et plus largement la

collaboration française à la guerre menée en Afghanistan par la puissance américaine. L'Etat français, présidé par Chirac et gouverné par les partis de la « gauche plurielle », avait en effet tenu à apporter sa contribution militaire à l'entreprise guerrière américaine qui, sous prétexte de combattre les hommes de Ben Laden, déchaîna le feu et le sang sur la population du pays, déjà écrasée par la misère et la terreur des années de dictature des Talibans.

Entre Chirac et son ami Bush, les relations sont au beau fixe. « Je suis votre ami » aurait déclaré Chirac, téléphonant à Bush après le 11 septembre.

Les deux chefs d'Etat, celui de l'impérialisme le plus puissant et celui d'une puissance impérialiste de second rang comme la France, sont des complices solides. Les désaccords politiques ne vont pas jusqu'à entraîner une quelconque faille dans les relations entre les deux Etats. Tout au plus, les représentants de l'Etat français émettent-ils des réserves de pure forme, font-ils quelques manières ou quelques déclarations criti-

ques, qui ne tirent pas à conséquence dans les faits. On le voit en particulier avec le soutien des Etats-Unis à la politique israélienne du gouvernement d'Ariel Sharon.

Après les massacres perpétrés dans les territoires palestiniens, le gouvernement israélien poursuit l'anéantissement des structures de l'Autorité palestinienne, rend la vie impossible à la population palestinienne des Territoires, développe et protège les colonies israéliennes, et cela avec le soutien du gouvernement Bush. Et ni Chirac, ni le gouvernement français ne se sont désolidarisés du gouvernement américain, ni n'ont condamné sa politique. Les relations sont restées très bonnes avec le gouvernement Bush, dixit Chirac.

Les quelques « recommandations » émises par celui-ci à l'adresse de la politique américaine ne peuvent faire illusion auprès de tous ceux qui ont manifesté – et manifestent – leur solidarité avec la population palestinienne. Elles veulent faire croire que la France n'est pas d'accord avec Bush, qu'elle garde une certaine indépendance dans ses

prises de position et qu'elle n'est pas alignée sur la politique américaine. Ces simagrées ne tirent pas à conséquence mais visent seulement à préserver une certaine image de « différence », utile à l'impérialisme français, notamment dans ses relations avec les Etats arabes... dont les dirigeants assistent d'ailleurs eux aussi sans lever le petit

doigt au massacre et à l'oppression de la population palestinienne par Israël.

Alors oui, Bush et Chirac sont bien de la même veine, complices entre eux, complices pour massacrer et complices de tous les chefs d'Etat qui défendent les intérêts des possédants en opprimant les peuples, d'un bout à l'autre de la terre.

Lucienne PLAIN



La « nouvelle alliance » USA-Russie

L'ORDRE MONDIAL, SON GARDIEN AMÉRICAIN ET SON ALLIÉ RUSSE

L'accord signé le 24 mai à Moscou entre les présidents américain et russe, et qualifié par eux de « nouvelle alliance » ou de « partenariat stratégique », liquide-t-il – pour reprendre les termes des gazettes – les « vestiges de la guerre froide » ? En un sens en tout cas, puisque Poutine a reconnu que les Etats-Unis l'ont emporté dans cette guerre.

Cela, à vrai dire, ne date ni d'hier ni d'avant-hier. Car derrière le mythe des « deux super-puissances », inventé et répandu par l'Occident pour les besoins de sa propagande, il y a longtemps que le rapport de force économique, politique et militaire entre les « deux grands » penchait, et ne pouvait sur ce terrain que pencher, en faveur des Etats-Unis, et plus largement du camp de la bourgeoisie impérialiste. La seule nouveauté de cet accord qui ne fait que sanctionner ce rapport de force en l'officialisant tient à ce que la Russie ne prétend même plus le contester en paroles.

Car si la déclaration conjointe Bush-Poutine ménage la susceptibilité de ce dernier en évoquant une « coopération » tous azimuts servant « les intérêts mutuels des Etats-Unis et de la Russie », on ne peut que constater qu'elle est d'abord dictée par les intérêts de la première puissance économique et militaire de la planète. Et cela à tous les niveaux.

Les commentateurs ont souligné la décision des deux Etats de diviser par trois le nombre de leurs ogives nucléaires d'ici à 2012. Bien que le Sénat américain n'ait toujours pas ratifié un

précédent accord de ce type (Start II, conclu en 1993), USA et Russie disent vouloir réduire aujourd'hui leurs arsenaux nucléaires. Mais chacun le ferait pour des raisons propres fort différentes : la Russie n'a même plus les moyens d'entretenir de telles armes ; les Etats-Unis veulent, eux, recycler une partie de leur armement nucléaire en le miniaturisant et dégager ainsi des fonds pour lancer de nouveaux programmes militaires dont un « bouclier spatial » antimissiles et, à plus long terme, un « arsenal spatial ».

Autant dire que cette prétendue réduction ne cache même pas, du côté américain, une relance de la course aux armements. Une relance que Bush justifie par le nouveau slogan de la « guerre contre le terrorisme » dont l'impérialisme américain couvre sa politique extérieure, slogan qui sert au moins autant, cette fois en matière intérieure, à couvrir un regain de subventions de l'Etat aux industriels de l'armement et, à travers eux, à de larges secteurs de la bourgeoisie américaine.

Bush et Poutine disent s'accorder pour mener la lutte contre le « terrorisme », bien

qu'ils, là encore, il existe entre eux pour le moins une énorme différence d'échelle.

Au nom de cet « objectif commun », et sans que Bush fasse même mine de prendre la défense des Droits de l'homme, Poutine s'est vu solennellement reconnaître le droit de mener sa guerre en Tchétchénie pour tenter, par tous les moyens, d'y instaurer son ordre. En échange, si l'on peut dire car il n'avait guère le choix, il a dû prendre acte du fait que les Etats-Unis avaient, au moins militairement, pris pied dans un certain nombre d'anciennes républiques soviétiques.

Ce que Poutine présentait encore comme circonstanciel, après les attentats de New York du 11 septembre et l'offensive américaine contre l'Afghanistan, serait donc appelé à durer. Que ces ex-républiques soviétiques côtoient des zones de conflit (comme l'Ouzbékistan vis-à-vis de l'Afghanistan) ou qu'elles soient elles-mêmes en proie à des conflits depuis une dizaine d'années, voire en état de déliquescence avancée depuis la fin de l'Union soviétique (la Géorgie et l'Azerbaïdjan), ces pays se trouveraient donc au voisinage de l'« axe du mal » cher à Bush, qui va du Moyen-Orient à la Corée du Nord en passant par l'Afghanistan. Et donc soumis à un droit d'ingérence au moins militaire des Etats-Unis.

Ces pays ont surtout en commun de se trouver au cœur de

régions stratégiques pour les Etats-Unis, car regorgeant de ressources pétrolières et gazières ou pouvant servir à leur transit vers les métropoles impérialistes, régions dans lesquelles la Russie s'est montrée incapable d'assurer même un semblant de stabilité depuis l'éclatement du pouvoir soviétique. Selon des modalités qui semblent tenir compte du fait que, depuis, ces pays ont été considérés par la Russie comme faisant partie de sa zone d'influence, les Etats-Unis mettent quelques formes pour tenter de s'y substituer à la Russie en tant que gardien de l'ordre mondial, comme on les a vus prendre la suite de l'URSS sur ce terrain en Afghanistan.

Mais le « partenariat » Russie-USA proclamé à Moscou ne fait pas que réorganiser les sphères d'influence respectives des Etats-Unis et de la Russie, au détriment de cette dernière, tout en ménageant les intérêts de l'Etat russe dans ce qu'il nomme son « étranger proche », notamment sous la forme d'un partage de la rente pétrolière.

Il s'agit aussi pour les Etats-Unis de ne pas s'engager seuls, mais d'associer le plus possible la Russie, militairement et politiquement, à la tâche du maintien de l'ordre dans des zones en proie au pillage des clans au pouvoir, aux trafics d'armes, de drogue, aux conflits ethniques attisés par les seigneurs de guerre locaux sur fond d'oppression et d'appauvrissement dramatique des populations. Car, si d'une certaine façon la première puissance impérialiste de la planète n'a guère pu que constater l'incapacité de la Russie d'Eltsine, puis de Poutine à maintenir un ordre injuste et barbare dans ces régions, les Etats-Unis savent également que ces confins de l'ex-URSS transformés en barils de poudre au bord de l'explosion sont aussi parfois devenus des bourbiers sanglants pour la Russie. Alors, ils ne s'y engagent qu'à reculons, et tentent d'assurer leurs arrières en s'appuyant autant que faire se peut sur une Russie mal en point, et consacrée, faute de mieux, puissance régionale.

Un demi-siècle plus tard, l'URSS ayant disparu, l'OTAN a pu s'étendre vers l'est du continent. En 1997, elle a intégré la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie, trois anciens membres du Pacte de Varsovie qui était le pendant, du côté de l'URSS mais à une bien moindre échelle, de l'OTAN. Neuf autres pays est-européens pourraient prochainement les rejoindre, et d'abord l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie qui faisaient partie de l'URSS- même. Ces jours-ci,



Poutine et Bush, après la signature du document sur la réduction des armements nucléaires.

LES ÉTATS-UNIS, L'OTAN ET LA RUSSIE

Fin mai, en Italie, un sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) devait formaliser l'association de la Russie à cette Alliance atlantique. Créée par les Etats-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette OTAN avait au moins autant pour but de contrer militairement l'Union soviétique que, sous ce prétexte, d'assurer une présence durable en Europe des USA, et leur contrôle sur un continent dont les puissances impérialistes rivales étaient sorties exsangues de la guerre.

Un demi-siècle plus tard, l'URSS ayant disparu, l'OTAN a pu s'étendre vers l'est du continent. En 1997, elle a intégré la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie, trois anciens membres du Pacte de Varsovie qui était le pendant, du côté de l'URSS mais à une bien moindre échelle, de l'OTAN. Neuf autres pays est-européens pourraient prochainement les rejoindre, et d'abord l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie qui faisaient partie de l'URSS- même. Ces jours-ci,

c'est l'Ukraine, la plus importante des quinze ex-républiques soviétiques après la Russie, qui a posé sa candidature à l'OTAN. Cela face à une Russie qui n'en peut mais, et qui a cessé depuis plusieurs années de tenter même de protester devant le débauchage militaire de ses anciens alliés.

L'association à l'OTAN d'une Russie affaiblie militairement, politiquement et économiquement serait, selon le secrétaire général de l'OTAN, « le signal visible, clair et irréversible de fin de la guerre froide ». Peut-être, mais ce ne serait certainement le signal ni de la fin des guerres, ni de celle de leurs auteurs impérialistes.

C'est au sommet de Madrid qu'il fut question pour la première fois d'un Conseil regroupant dix-neuf membres de l'OTAN et la Russie, et appelé pour cette raison par les diplomates « 19+1 ». Censé « discuter des questions d'intérêt commun », ce Conseil rappela que la Russie n'était que la vingtième roue de ce carrosse quand

l'OTAN décida, malgré l'opposition de la Russie, de lancer son offensive militaire contre la Serbie. Qu'en l'occurrence la Russie n'ait pas été la seule à se voir mise devant le fait accompli (la plupart des alliés européens des USA furent dans ce cas) souligne, bien sûr, le faible poids relatif de celle-ci à l'échelle internationale. Mais cela met surtout en évidence la prééminence de l'impérialisme américain, y compris vis-à-vis d'une Union européenne tiraillée entre des impérialismes de deuxième et troisième rangs.

Qu'ils soient intégrés ou associés à l'OTAN, les Etats de l'ancienne zone d'influence soviétique, voire de l'ex-URSS, ne peuvent évidemment, comme dans les Balkans, que servir de supplétifs aux forces militaires d'un impérialisme américain qui a surtout besoin, au moins actuellement, d'afficher leur allégeance militaire comme marque de sa suprématie incontestée.

P.L.

Russie

LE CHAOS DU POUVOIR

Au moment où Poutine se voit décerner par Bush, devant les caméras du monde entier, un brevet de « partenaire » et la Russie reconnaître un statut d'associé à l'OTAN, le président russe continue à se débattre avec des problèmes qui, pour ne pas dater de son élection au poste suprême, n'en continuent pas moins à miner son pouvoir.

Certes, ces derniers temps, Poutine a pu se targuer d'avoir marqué quelques points sur ce terrain. Ou en tout cas, que seuls ceux-ci apparaissent dans les médias, et surtout qu'une télévision, qu'il a reprise en main, ne parle plus que de cela.

DANS LES PROVINCES...

Ainsi, coup sur coup, il vient de faire élire deux hommes à lui comme gouverneurs. Dans les deux cas – la république rétive d'Ingouchie et la province de Smolensk, en Russie de l'Ouest – il s'agit de généraux de la STB, les services secrets héritiers du KGB que Poutine dirigea en son temps, dont l'élection a été obtenue de haute lutte.

En Ingouchie, le gouverneur en titre soulignait l'incapacité du pouvoir central à l'aider à accueillir un flot de réfugiés venus de la Tchétchénie voisine. Alors que Poutine ne cesse de prétendre contrôler la situation en Tchétchénie, ce simple rappel d'évidence lui était une critique insupportable. Il contraignit donc ce gouverneur à démissionner. Mais celui que les sondages donnaient comme favori à son remplacement n'était pas du goût du Kremlin : la Cour suprême invalida sa candidature deux jours avant le scrutin. Las, son remplaçant au pied levé, également proche du gouverneur démissionnaire, arriva en tête du premier tour malgré menaces et manœuvres. L'armée et les services secrets ayant pris les affaires en mains, et la fraude aidant, il fut battu par le poulain de Poutine au second tour.

A Smolensk, le gouverneur sortant, membre du KPRF (le Parti Communiste), était la bête noire de Moscou. Pour que tout le monde comprenne que le Kremlin avait décidé d'avoir sa peau, c'est son adjoint, le vice-gouverneur qui eut à essuyer une attaque au fusil-mitrailleur au cours de laquelle il y eut un mort et un blessé grave. Accusé dans la presse d'avoir ordonné cette tentative d'assassinat, le général-candidat poutinien répliqua que son adversaire étant lié à la mafia, il pouvait avoir été victime d'un règlement de comptes interne à la pègre. Que Smolensk soit, selon ce général, « devenue un repaire de criminels où, tous les jours, il y a des coups de feu et des explosions », c'est possible, et même pro-

bable. Mais on pourrait en dire tout autant de bien d'autres grandes villes, et de leurs milieux dirigeants dont les liens avec le « milieu » ne sont un secret pour personne. Le ministre de l'Intérieur de Poutine ne disait d'ailleurs pas autre chose, récemment, en qualifiant Saint-Petersbourg de « capitale du crime », une ville où Poutine avait exercé ses talents de dirigeant après la chute de l'URSS, avant de connaître une promotion fulgurante vers le Kremlin. Le ministre ne visait pas, bien sûr, le clan Poutine, mais des clans rivaux...

... ET À MOSCOU, LES CLANS SE PORTENT BIEN

De ce point de vue, celui de la mise au pas des clans dirigeants, ce « renforcement de la verticale du pouvoir » que Poutine promettait lors de son élection à la présidence, s'il a bien réussi à caser quelques hauts gradés de l'armée ou de la STB à la tête de l'Ingouchie, de Smolensk ainsi que des provinces d'Oulianovsk et Voronej, là semblent s'arrêter ses « succès ».

A la Douma (l'Assemblée nationale), il a réussi à miner l'influence – prépondérante depuis dix ans – du bloc « communiste ». Mais, pour cela, il a dû parraîner une coalition rivale (« Russie unie »), supérieure en nombre à la fraction parlementaire communiste, mais dont le pivot est le parti de Loujkov, le maire de Moscou. Or ce « président » du « gouvernement de la capitale » est le chef de l'un des principaux clans de la bureaucratie russe et, à ce titre, l'éternel rival de celui qui trône au Kremlin. Hier Eltsine, aujourd'hui Poutine.

UNE GUERRE QUI N'EN FINIT PAS

En Tchétchénie même, bien que les Etats ouest-européens et l'Amérique aient cessé même d'adresser de timides et hypocrites critiques à Poutine sur la façon dont il mène sa guerre, les choses ne s'arrangent pas pour lui. Le 18 avril dernier, le jour où Poutine adressait un discours télévisé « à la nation » annonçant que « les actions militaires – il ne parle jamais de guerre – en Tchétchénie étaient pratiquement terminées », à Grozny, la capitale tchétchène, dix-huit policiers des forces spéciales

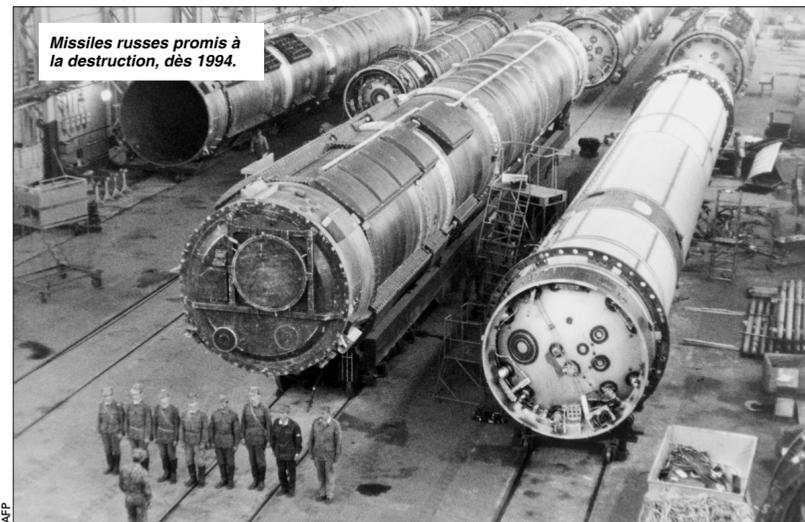
périssaient dans un attentat. Que cette seconde guerre de Tchétchénie ait, sous Poutine, déjà plus duré que la première, sous Eltsine, tout le monde le constate. Personne ne croit plus à la « prompte pacification » promise par Poutine avant son élection, les militaires moins que quiconque : les refus d'aller en Tchétchénie se multiplient au sein même des unités d'élite ; en avril, des lycéens et étudiants ont manifesté contre la conscription, l'état-major évaluant récemment à 14 % d'une classe le nombre de conscrits dont il pouvait disposer, les refus d'appel étant massifs.

LA CORRUPTION SE PORTE BIEN

De cela, Poutine n'a dit mot lors de son discours. En revanche, il s'est répandu en critiques – un vieux truc dont avait usé Eltsine avant lui, comme bien d'autres dirigeants sous d'autres cieux – contre le gouvernement qu'il a pourtant nommé. C'est que les législatives de 2003 approchent et que, même privé de la première place à la Douma et rejeté dans l'opposition, ou à cause de cela, le Parti Communiste reste le plus populaire dans l'électorat. Poutine a donc dénoncé le manque de dynamisme du gouvernement, feignant d'ignorer qui l'a nommé, en lui attribuant le fait que « l'économie pétrolière », ce qui est pour le moins un euphémisme étant donné son délabrement.

Il a aussi, c'est rituel, fustigé le « trop grand nombre de fonctionnaires », leur « corruption généralisée », en évitant de dire, comme il y a deux ans, qu'il y mettrait un terme une fois élu. Ce cancer, qui ronge la société, est un des aspects du pillage de l'économie et du rançonnement de la population par la bureaucratie. Et lui ne manque pas de « dynamisme » : fin mai, un institut russe a chiffré à 40 milliards d'euros le montant des pots-de-vin perçus par les membres de l'appareil d'Etat en 2001. Une « évaluation minimale », dit-il, qui équivaut à 70 % du total des recettes budgétaires de l'Etat russe de l'année. Une année où, pourtant, Poutine se vantait d'avoir accru de moitié la collecte de l'impôt, alors que les riches et les entreprises continuent à ne pas en payer, ou à en payer le moins possible...

P.L.



Missiles russes promis à la destruction, dès 1994.

AFP

Pays-Bas

APRÈS LE SUCCÈS DE LA LISTE PIM FORTUYN

Comme tous les sondages l'annonçaient, le parti de Pim Fortuyn, ce démagogue réactionnaire assassiné par un militant pour le droit des animaux le 6 mai dernier, a obtenu un succès important aux élections générales du 15 mai. Avec 17 % des suffrages exprimés et 26 députés (sur 150) au Parlement, il obtient un score jamais atteint par une formation se situant à l'extrême droite de l'échiquier politique.

L'extrême droite néerlandaise avait déjà connu une petite percée au début des années 1990 et obtenu quelques postes de conseillers municipaux. Mais le résultat qui est sorti des urnes le 15 mai dernier est sans commune mesure puisque la Liste Pim Fortuyn est désormais le deuxième parti du pays en termes électoraux. Alors on peut se demander ce que représente ce mouvement. Sur le plan organisationnel, ce n'est pas réellement un parti puisqu'il a vu le jour il y a trois mois seulement, lorsque Pim Fortuyn avait été écarté d'une petite formation de droite à laquelle il

appartenait alors (Les Pays-Bas Vivables), pour avoir déclaré que l'Islam était le vecteur d'une « culture arriérée ». Il s'est alors présenté pratiquement tout seul aux élections municipales de Rotterdam et y a obtenu 34 % des suffrages.

Sur le plan politique, Pim Fortuyn ressemble plus à un aventurier réactionnaire qu'à un réel militant d'extrême droite. Après avoir tenté, sans succès, de faire une carrière dans différents partis institutionnalisés, il s'était lancé en politique en faisant campagne contre tout et n'importe quoi : contre l'immigration et l'insécurité bien sûr, déclarant, par exemple, que « *Les Pays-Bas étaient pleins* », tout en exprimant le dégoût que lui inspiraient, paraît-il, les idées racistes et xénophobes. Et il avait aussi tenu à préciser que, en tant qu'homosexuel, il appréciait les prostitués marocains ! Il avait également pris pour cible « *Les hommes en gris de La Haye* », désignant par là les politiciens au pouvoir, éloignés des préoccupations des citoyens de base.

En France, bien des journalistes se sont étonnés que toute cette démagogie ait trouvé du crédit dans l'électorat d'un

pays connu pour sa qualité de vie et où le taux (officiel) de chômage est plus faible qu'ailleurs (3,25 %). En réalité, le succès du courant réactionnaire incarné par Pim Fortuyn ne s'explique, en creux, que par le discrédit profond qui a touché la gauche gouvernementale. Celui-ci s'est traduit par un revers historique du parti social-démocrate, qui porte le nom de Parti du travail (PvdA) : ce dernier vient de passer de 45 à 23 sièges.

Le PvdA paie là, auprès de l'électorat populaire, sa participation au pouvoir depuis 13 ans... avec des partis de droite. En effet, de 1989 à 1994, il fut membre d'une coalition dirigée par l'Appel Chrétien-Démocrate (CDA). Puis, de 1994 à 2002, ce fut lui le pivot de ce qu'on a appelé la « coalition violette » qui associait principalement le PvdA et le Parti Libéral.

Wim Kok, qui a occupé pendant cette période le poste de Premier ministre, n'était autre qu'un ancien président de la principale centrale syndicale du pays. Mais il a mené, une fois au pouvoir, une politique au service des possédants. C'est lui qui a accompagné de nombreuses privatisations et

réduit considérablement le budget des services publics. Au point que les chemins de fer et le système de santé, qui passaient pour des modèles en Europe, se sont considérablement dégradés. C'est sous son autorité aussi que le coût du travail a baissé (pour les patrons) et que la flexibilité s'est accrue. C'est encore lui qui, au cours de la campagne électorale, a proposé d'instaurer une caution de 6 000 euros pour tout nouvel immigré. Somme dont la moitié seulement lui serait reversée, au bout de trois ans, s'il avait fait la preuve de sa bonne intégration. Comme on le voit, il n'y a pas eu que Pim Fortuyn pour véhiculer des idées anti-immigrés.

Voilà comment le PvdA s'est profondément déconsidéré (il est passé de 31,9 % des suffrages en 1989 à 15,1 % aujourd'hui). Voilà la cause principale du désarroi et de la perte de repères de bien des électeurs populaires. Voilà dans quelles conditions un espace a été ouvert au premier démagogue venu. C'est désormais l'Appel Chrétien-Démocrate, qui s'est refait une santé dans l'opposition pendant huit ans, qui a entrepris des négo-

ciations pour former un gouvernement avec les Libéraux... et les amis de Pim Fortuyn. Ces derniers ne disposent, pour l'instant, ni de troupes ni d'appareil, hormis un certain nombre de jeunes et moins jeunes loups avides de se faire élire. Et l'avenir dira s'ils donneront réellement naissance à un parti d'extrême droite s'implantant dans toutes les couches de la société ou s'ils se discréditeront au gouvernement aussi rapidement qu'ils sont apparus.

En attendant, leur nouveau leader vient de déclarer, au cours des négociations en vue de la formation du gouvernement, que, avant de mettre en place une politique plus restrictive en matière de droit d'asile, il était pour régulariser les immigrés illégaux vivant aux Pays-Bas. Et c'est la droite « classique » qui a répondu que ce n'était pas possible !

Aux Pays-Bas comme dans bien d'autres pays d'Europe, l'évolution politique a lieu dans un sens réactionnaire. Ce n'est qu'en renouant avec les idées du mouvement ouvrier et les traditions de la lutte de classe qu'on pourra inverser le cours des choses.

Henri MARNIER

Tunisie

BEN ALI S'ASSURE LA PRÉSIDENTENCE ET L'IMPUNITÉ À VIE

En Tunisie, les 99,61 % de « oui » qui se sont portés sur la réforme de la constitution n'ont guère surpris. Dans ce pays où Ben Ali règne depuis quinze ans sans partage, son régime a toujours recueilli plus de 99 % des suffrages.

Il faut dire que cette fois encore, il s'était donné tous les moyens de triompher. Les membres du parti gouvernemental supervisaient les opérations électorales dans chacun des 15 000 bureaux de vote et les bulletins – blancs pour le oui, noirs pour le non – permettaient d'identifier facilement l'opinion exprimée par les électeurs. Quant à l'opposition qui dénonçait cette « mascarade électorale » et appelait au boycott, elle avait été interdite de presse et de télévision.

Grâce à ce référendum-plébiscite, Ben Ali vient surtout de s'assurer une présidence et une impunité à vie. Car c'est là l'essentiel des amendements apportés à la constitution et que les électeurs étaient appelés à approuver. En prévoyant le renouvellement sans limite des candidatures à la présidence et en repoussant à 75 ans l'âge

limite pour postuler, cette réforme permettra à Ben Ali – réélu en 1999 et aujourd'hui âgé de 65 ans – de prétendre à au moins deux nouveaux mandats de cinq ans.

La nouvelle constitution tunisienne prévoit également que le chef de l'Etat bénéficie désormais d'une immunité pénale pour tous les actes accomplis durant et après ses fonctions. Du sur mesure pour celui qui est depuis longtemps accusé d'avoir mis le pays en coupe réglée.

« Ben à vie », comme le surnomment déjà certains opposants, renforce ainsi un peu plus son emprise sur la Tunisie. Quant aux dirigeants français, ils continueront à voir dans ce régime un partenaire et un allié privilégié dans cette région du monde, fermant les yeux sur la répression exercée contre toute forme d'opposition ou de résistance, ainsi que sur les centaines de prisonniers politiques qui croupissent et sont souvent torturés dans ses prisons. Les affaires sont les affaires...

Roger MEYNIER



Des membres de Reporters sans frontières manifestent devant l'office du tourisme tunisien à Paris, et réclament la libération d'une journaliste et militante des Droits de l'homme emprisonnée.

Inde - Pakistan

UNE « DRÔLE DE GUERRE », LOURDE DE MENACES

Des manœuvres spectaculaires de l'armée indienne, auxquelles le Pakistan a immédiatement riposté en testant un nouveau missile sol-sol capable de transporter une charge nucléaire à 400 km de son point de départ, sont venues rappeler que ces deux pays sont toujours en état de guerre suspendue. Car cela fait bientôt cinq mois que toutes les voies de passage entre l'Inde et le Pakistan sont bloquées et que plus d'un million de soldats sont sur le pied de guerre de part et d'autre de leur frontière commune.

En décembre dernier, suite à un attentat commis par des intégristes musulmans contre le Parlement fédéral de New Delhi, le gouvernement indien avait tiré prétexte de la croisade de Bush contre le terrorisme pour mobiliser son armée contre le Pakistan.

Aujourd'hui nul ne parle plus de cet attentat. Mais si les troupes des deux Etats n'ont guère bougé de leurs positions, elles n'ont cessé de s'affronter – directement sous la forme de duels d'artillerie, ou indirectement, par l'intermédiaire de groupes de maquisards et de terroristes s'attaquant aux troupes régulières d'un camp pour le compte de l'autre. Et comme toujours depuis que le colonialisme anglais a présidé à la partition sanglante des deux pays en 1947, c'est au Cachemire, territoire qu'ils se disputent depuis lors, que ce concentrent les hostilités.

DES ARRIÈRE-PENSÉES POLITIENNES...

Une fois de plus, la population du Cachemire se trouve donc prise entre deux feux et elle le paie de son sang. Et c'est d'autant plus

révoltant que les régimes des deux pays entretiennent délibérément cette guerre larvée parce que, pour l'un comme pour l'autre, elle tombe à pic.

Pour Musharraf, le dictateur pakistanais, cette guerre aura été l'occasion de se créer une légitimité qu'il n'avait jamais eue jusqu'alors. Elle lui a permis de devenir le pivot d'une « union sacrée » allant de certains courants islamistes qui le combattaient pour sa complicité avec l'agression américaine contre l'Afghanistan, à des partis comme le PPP de Bénazir Bhutto, qui s'étaient élevés jusqu'alors contre sa dictature. D'ailleurs Musharraf ne vient-il pas, au nom de cette « unité nationale », de se faire voter une « prolongation » de cinq ans lors d'un référendum qui a eu lieu en février ? Il ne lui reste plus qu'à se servir du même levier pour préparer les élections parlementaires de novembre prochain et s'assurer d'une majorité à sa

dévotion.

Mais c'est surtout du côté du gouvernement indien, qui d'ailleurs a été l'instigateur de cette fuite en avant, que les préoccupations politiques sont les plus marquées.

Le BJP, le parti hindouiste qui est à la tête de la coalition hétéroclite au pouvoir dans le pays depuis 1998, est en perte de vitesse. Non seulement le pays sombre depuis son arrivée au pouvoir dans une situation économique de plus en plus catastrophique mais après avoir posé aux champions de la lutte contre la corruption, ses dirigeants les plus en vue se sont trouvés au centre de scandales retentissants. D'élection en élection, les voix du BJP s'écroulent. En février, il a été chassé du pouvoir dans tous les Etats de la fédération qu'il contrôlait, à l'exception du Gujarat. En mars, les électeurs de la capitale fédérale lui ont infligé un désaveu cinglant en réduisant des 3/4 les siè-

ges qu'il occupe dans la municipalité.

... AUX ASSASSINATS DES BANDES POGROMISTES

Face à cette situation, et en prévision des élections au Parlement fédéral qui doivent se dérouler au début de l'an prochain, le BJP fait feu de tout bois. Et sa principale arme, celle d'ailleurs qui lui avait déjà si bien servi au début des années 1990 pour se propulser au pouvoir, consiste à mobiliser l'électorat hindou en attisant la haine contre la minorité musulmane (15 % de la population environ, soit 150 millions d'individus).

La guerre larvée actuelle contre le Pakistan est l'un des aspects de cette politique, mais ce n'est pas le seul et, pour l'instant en tout cas, ce n'est même pas le pire. Car là où le BJP est en position de force, il va bien au-delà des menaces et des postures théâtrales qu'il se donne face au Pakistan.

C'est ce que l'on a pu voir au Gujarat. Dans cet Etat qui compte parmi les plus pauvres

du pays et où la minorité musulmane est relativement importante, les organisations liées au BJP se livrent depuis près de trois mois à des pogromes systématiques contre la population musulmane, avec l'appui pratiquement ouvert des autorités.

A ce jour, ces pogromes auraient fait plus de 2000 morts, dont une grande partie brûlés vifs dans l'incendie de leurs maisons, sans parler de plus d'un million de « disparus ». Plus de 150 000 sans-abri sont entassés dans des camps, dans des conditions d'hygiène ignobles – des camps dits « de réfugiés » mais qui ont tout de camps de prisonniers, où les occupants vivent dans la terreur parce qu'ils ont toute raison de craindre que les policiers qui sont censés les garder laissent rentrer les bandes pogromistes – car cela s'est vu.

Pour l'instant, les pogromes anti-musulmans des organisations satellites du BJP sont restés limités au Gujarat. Mais là où il dispose de forces plus limitées, le BJP pourrait bien se servir de la guerre contre le Pakistan comme d'un levier pour se rallier l'électorat hindou en le dressant contre l'« ennemi de l'intérieur » musulman. Et l'on peut craindre que, même sans qu'éclate une guerre ouverte, la fuite en avant dans laquelle s'est lancé le régime du BJP se termine quand même dans un véritable bain de sang.

Si tel était le cas, l'impérialisme porterait de nouveau une responsabilité écrasante, tout comme ce fut le cas en 1947. A l'époque, c'était pour assurer sa domination sur cette partie du monde que l'impérialisme avait organisé la partition de l'Inde. Aujourd'hui, c'est pour réaffirmer sa toute-puissance face aux peuples des pays pauvres, sous couvert de « lutte contre le terrorisme », que l'impérialisme aurait alors montré la voie aux tortionnaires du BJP.

François ROULEAU



Le ministre indien de la Défense visitant un poste d'artillerie à la frontière avec le Pakistan, en décembre 2001.

CFDT

NICOLE NOTAT OU LE SYNDICALISME PROPATRONAL

A l'occasion du 45^e congrès de la CFDT, Nicole Notat a confirmé son départ du poste de secrétaire générale qu'elle occupait depuis 1992. Selon la presse, elle devrait se reconvertir à la tête d'une « agence de notations sociales et environnementales » et continuer à participer à divers organismes où elle côtoie aussi bien Jacques Delors que des représentants du grand patronat comme Claude Bébéar, patron du groupe Axa. Quant à son successeur désigné, François Chérèque, il ne devrait pas remettre en cause les orientations de la confédération : fils de Jacques Chérèque, ex-numéro deux de la CFDT du temps d'Edmond Maire, devenu préfet puis ministre chargé de l'Aménagement du territoire entre 1988 et 1991, il marche depuis longtemps dans les traces de Notat et la seconde dans toutes les négociations.

A la tête de la CFDT depuis 1992, Nicole Notat s'est surtout distinguée par ses positions complaisantes à l'égard de bien des attaques antiouvrières et de bien des projets défendus par le patronat. Parachevant la politique de recentrage de la confédération amorcée par Edmond Maire à la fin des années 1970, au prix d'une mise au pas de toute

opposition interne, elle a été l'interlocuteur privilégié du patronat et de tous les gouvernements, de gauche comme de droite, qui se sont succédé durant son mandat.

C'est cette attitude qui l'a conduite à signer et à défendre tous les accords qui lui étaient proposés, même quand ils aboutissaient à un recul des conditions de vie et de travail

des salariés. Ce fut le cas en particulier en novembre-décembre 1995 avec le plan Juppé qui marquait une nouvelle offensive contre la Sécurité sociale et le régime de retraite des salariés de la Fonction publique. Alors que des milliers de fonctionnaires et assimilés se mettaient en grève et descendaient dans les rues manifester leur refus de cette



réforme, Notat se fit l'ardent défenseur du projet Juppé.

Ce fut encore le cas à l'occasion de la mise en place des 35 heures. Dès la première heure, la CFDT se montra pressée d'aboutir à des accords locaux, fut-ce au prix d'une plus grande flexibilité dans les horaires de travail et d'une dégradation des conditions de vie des salariés concernés.

Au nom d'une politique dite « réaliste » et de réformes, Notat s'est dans les faits transformée en relais de la soumission du monde du travail aux intérêts du patronat. On en a encore eu la démonstration à propos du plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) où la CFDT

fut pratiquement la seule confédération à prendre la défense des aspects les plus réactionnaires de ce nouveau système de contrôle de l'indemnisation des chômeurs proposé par le Medef.

Pendant dix ans, Notat aura bien été l'incarnation d'une orientation de la CFDT rendant un fiéffé service au patronat – Seillière, le patron des patrons, vient d'ailleurs de lui rendre un hommage appuyé – et aboutissant à désorienter et à démoraliser bien des travailleurs et des militants sincères que cette confédération possède encore au sein des entreprises.

Roger MEYNIER

La lutte contre l'illettrisme

FERRY EN PARLE QUANT À LE FAIRE...

Comme ses collègues du gouvernement Raffarin, Luc Ferry le nouveau ministre de l'Éducation nationale est monté sur le pont pour affirmer qu'il va agir ! Lors d'une conférence de presse, il vient – après tant d'autres – d'annoncer sa volonté de « lutter contre l'illettrisme », nécessaire pour faire disparaître ce qu'il a appelé avec un brin de mimétisme flagorneur la fracture scolaire.

Cela ne lui coûte pas grand-chose. D'autant que le gouvernement dans lequel il siège est, par la force des choses, un gouvernement de transition, dans l'attente des résultats des élections à l'Assemblée nationale.

Chaque année le système scolaire du pays ne réussit effectivement pas à alphabétiser correctement des dizaines de milliers d'enfants durant les deux premières années de l'école primaire, pourtant des-

tinées prioritairement à cela. Ces deux années sont décisives. Et il n'est donc pas surprenant qu'on ne réussisse pas davantage dans les classes suivantes. Arrivant en 6^e avec de grosses difficultés de lecture et d'expression écrite, la plupart de ces jeunes se marginalisent au collège au fur et à mesure qu'ils avancent en âge. Sortis du système scolaire à la fin de la 3^e, ou même avant, sans savoir véritablement ni lire ni écrire, c'est parmi ces élèves que se recrutent nombre de ces adolescents marginalisés victimes de l'échec scolaire.

Pour contrer l'illettrisme, Luc Ferry insiste sur le rôle du cours préparatoire. En effet, l'effort maximal devrait porter à ce moment crucial de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Mais le nouveau ministre reste muet sur les moyens qu'il compte attribuer aux enseignants de ces classes.

Il n'aborde pas non plus la façon dont il compte remédier en aval aux conditions désastreuses de l'école maternelle, où les problèmes pourraient être mieux repérés, et où un travail par petits groupes pourrait efficacement aider les enfants en difficulté à se préparer à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture.

Car il n'est pas besoin d'être un spécialiste de la philosophie comme Luc Ferry pour comprendre que l'illettrisme d'une fraction de la population a des conséquences sociales dramatiques mais aussi des causes sociales. S'attaquer à ce problème nécessite de le prendre à bras-le-corps et donc de rassembler les moyens humains et matériels nécessaires. Les deux sont liés. Par une politique volontariste, les gouvernements surent autrefois alphabétiser en deux décennies pratiquement

l'ensemble de la population française, certes parce que le développement de l'économie le rendait nécessaire. L'urgence n'est pas moindre aujourd'hui. Et elle nécessiterait qu'on y mette tous les moyens !

Mais justement, il n'est pas question pour Luc Ferry de dégager ces moyens. D'autant que le gouvernement dont il est membre veut réduire les impôts et cela ne peut se faire qu'aux dépens des services publics. Son combat contre l'illettrisme – vieux serpent de mer de ses prédécesseurs de droite comme de gauche – n'est qu'un combat de mots. La réduction de la « fracture scolaire » qu'il évoque, n'a pas plus de chance de voir le jour que la réduction de la « fracture sociale » de son patron Chirac.

Michel ROCCO

Ecole

LE CHANGEMENT DANS LA CONTINUITÉ

Un millier d'instituteurs ont manifesté, samedi 25 mai, aux abords du ministère de l'Éducation nationale. Ils réclamaient des créations de postes d'enseignants et des ouvertures de classes car, notamment dans le primaire et en maternelle, de nombreux enfants seraient sur des listes d'attente pour la rentrée prochaine.

Le ministre de l'Éducation nationale de l'actuel gouvernement de droite, Luc Ferry, ignore d'autant moins la situation qu'il était un conseiller du précédent ministre, de gauche, Lang. Lors de la passation de pouvoirs, Lang a dit tout le bien qu'il pensait de son successeur. Il est vrai qu'en matière d'économies sordides de personnel, il aura été à bonne école...

Peugeot - Sochaux

7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

PRODUCTION NON-STOP

Au 31 mai 2002, la direction du Centre de production de Sochaux - 17 000 salariés embauchés auxquels s'ajoutent plus de 3 000 intérimaires - va faire produire des modèles de 307, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, entraînant dans son sillage plusieurs entreprises de sous-traitants.

Le bouleversement des horaires a été préparé depuis plusieurs mois par la direction avec la caution de la plupart des syndicats, à l'exception de la CGT. Le but est la mise en place d'une équipe de VSD (vendredi - samedi - dimanche) qui vient compléter une équipe de nuit, déjà formée il y a 18 mois. Pour atteindre ces objectifs, la direction va contraindre deux équipes à travailler en 6 x 4, c'est-à-dire 6 jours de travail d'affilée pour l'équipe du matin (de 5 h 21 à 13 h 11) suivis de quatre jours d'après-

midi (de 13 h 11 à 21 h 01).

Le directeur du site, lui, ne cache pas son bonheur : « Le VSD, c'est la possibilité de produire 1 400 307 de plus, chaque semaine, et d'atteindre notre objectif de 430 000 véhicules cette année... c'est la possibilité de créer 1 500 emplois et en travaillant 26 h 30 de gagner l'équivalent de 35 h de nuit, tout en développant un projet personnel », ajoute-t-il !

En fait d'embauches, il s'agit du recrutement de 1 500 intérimaires dont la direction pourra se débarrasser en supprimant le VSD quand les ventes diminueront.

Même dans cette situation exceptionnelle de commande, la direction continue de réduire les effectifs stables. En effet depuis 1999, seuls 99 salariés sont passés de Contrat à Durée

Déterminée en Contrat à Durée Indéterminée et, au final, les embauches sont inférieures aux départs des préretraités à 57 ou 58 ans.

La direction a beau diffuser sur papier glacé des déclarations enjolivées d'ouvriers du style « si j'ai choisi le VSD, c'est surtout pour me consacrer à mon fils » ou « le VSD me permettra de finir la restauration de ma maison », dans les ateliers de production, ce n'est pas l'euphorie. Beaucoup de travailleurs craignent les semaines de 6 jours du matin et la fatigue. Les équipes de Maintenance vont, elles aussi, devoir travailler de nuit le samedi et le dimanche à raison de deux fois 13 heures.

La multiplication des horaires a été rendue possible, en fait, par la mise en place des 35 heures. C'est une exploitation

renforcée et à marche forcée des travailleurs qui se met en place pour la recherche du profit immédiat, sans embauche, sans investissement, sans augmenter les salaires.

Dans cette course aux profits, chaque minute compte. La direction a décidé dans le même temps de s'attaquer aux trois minutes utilisées par les ouvriers des chaînes pour se rendre aux vestiaires en fin de poste. Elle impose que ces trois

minutes soient désormais travaillées et que la production soit ininterrompue aux changements d'équipe : à raison d'une voiture produite chaque minute sur quatre équipes, la direction a vite chiffré ses gains.

Une centaine de travailleurs du Montage ont tenu à montrer leur mécontentement en débrayant, à l'appel de la CGT, la semaine précédant le début des nouveaux horaires.

Correspondant LO



Les comptes 2001 de Peugeot-Citroën automobile
Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes !

- le chiffre d'affaires a augmenté de 14,4 %
- le bénéfice net s'élève à 836,8 millions d'euros, en hausse de 44,5 %
- chiffre à comparer avec l'intéressement versé aux salariés de 79,1 millions d'euros
- la part des frais de personnel passe de 51,1 % à 47,8 % de la valeur ajoutée
- les « frais de personnel » représentent 6,7 % du prix des voitures vendues contre 7,4 % en 2000 et 7,9 % en 1999
- PSA a bénéficié pour les 35 heures d'un allègement des cotisations sociales de 63,3 millions d'euros
- les dix plus hauts salaires de PCA s'élèvent à 2,654 millions d'euros, soit une moyenne de 22 000 euros par mois et par personne.
- le versement aux actionnaires d'un dividende de 300 millions d'euros
- une nouvelle opération de rachat/annulation d'actions portant sur 25 millions de titres. Au prix actuel de l'action à 55 euros environ, cela représente une dépense de 1 375 millions d'euros
- ces rachats d'actions ont fait monter le cours de l'action PSA (+ 18 % en 2001).

Le 9 avril 2001 le conseil de surveillance de PSA a décidé :

Hewlett-Packard

LES SALARIÉS ONT
DES RAISONS DE S'INQUIÉTER

Le tribunal de grande instance de Grenoble a débouté jeudi 23 mai les syndicats qui protestaient contre l'existence d'un système d'évaluation des salariés dans la société Hewlett-Packard. Les syndicats s'inquiétaient à juste titre car ils pensent que ce système a été mis en place pour préparer des licenciements annoncés. En effet l'entreprise prévoit, dans l'ensemble de ses usines, 15 000 suppressions d'emplois, à la suite de sa fusion avec le groupe Compaq. Ils craignent pour ceux qui ne seraient pas dans la char-

rette de licenciements que ce système se traduise par ailleurs par des baisses de salaires. Les syndicats faisaient état d'une note interne dans laquelle le PDG d'Hewlett-Packard aurait fixé un quota pour obtenir qu'il y ait 5 % de salariés notés à la note la plus basse, ce qui ferait 15 000 salariés, juste le nombre des suppressions d'emplois envisagés. Coïncidence !

Lors de ce procès, des salariés ont témoigné des pressions exercées contre les travailleurs, notamment contre ceux impliqués dans l'activité syndicale, contre ceux qui contestaient.

Les syndicats plaignants ont fait état de l'existence, dans d'autres entreprises, d'un système de notation analogue.

Rien n'y a fait. Et le tribunal, imperturbable, a rendu un jugement pour le moins paradoxal. Il a estimé que l'inquiétude des salariés était « justifiée », mais a ajouté qu'elle était « prématurée », puisque ces licenciements n'étaient pas effectifs. Les salariés ont effectivement bien des raisons de s'inquiéter pour leur avenir, mais aussi de la façon dont on a rendu justice.

Ainsi, pour répondre à l'argument avancé par les syndicats selon lequel la notation

« entraînerait une diminution de salaire », le tribunal a rétorqué que le système de notation mis en place par la direction n'avait pas entraîné une telle diminution de salaire, mais seulement, dans certains cas, leur blocage. Mais cela ne contribue pas à lever l'inquiétude des salariés. Il a tenu à rappeler que l'employeur était « libre de décider pour chacun de ses salariés des augmentations de rémunérations ».

Quant au quota de 5 % de notes les plus basses qui peuvent servir de prétexte à des licenciements, le tribunal a tranché en ces termes : « Aucun élément du dossier ne permet d'affirmer à ce jour qu'il s'agit, du moins

concernant la filiale française, d'une pratique effective ». Les syndicats avaient pourtant souligné que les salariés ainsi classés étaient mis à l'écart et qu'ils finissaient, souvent, par craquer et par démissionner. Ces démissions ne sont-elles pas des formes de licenciements hypocrites, qui dispensent la direction d'avoir à trancher elle-même... et surtout à payer les indemnités légales ? Cette question n'a pas perturbé la sérénité des juges.

Le tribunal de Grenoble a finalement sanctifié le fait que le patron avait tout pouvoir sur les salariés et qu'il pouvait en bonne justice exercer sa dictature sur les travailleurs.

A.R.

Vivarte (ex-chaussures André)
et Essilor à Créteil (Val-de-Marne)

NON AU TRAVAIL LE DIMANCHE, NON À LA FLEXIBILITÉ

Lundi 13 mai, le conseil municipal de Créteil (Val-de-Marne) devait donner son avis à la préfecture du Val-de-Marne sur la demande de certaines entreprises de faire travailler du personnel le dimanche. Il s'agissait d'une part du fabricant de lunettes Essilor pour un travail informatique, d'autre part des magasins La Halle aux chaussures et La Halle aux vêtements. Une majorité, de l'extrême droite au PS, s'est prononcée pour, les élus Lutte Ouvrière, PC et Verts s'étant prononcés contre.

Sur la question du travail le dimanche, la majorité municipale de gauche s'est divisée : les conseillers municipaux socialistes, alliés à la droite et à l'extrême droite, ont fait pencher la balance en faveur de la demande patronale. Les Verts se sont opposés seulement sur la demande d'ouverture des magasins, tandis que le Parti Communiste, la plupart du temps solidaire du maire socialiste, a cette fois décidé de voter contre les deux demandes. Comme les deux élus Lutte Ouvrière, Daniel Gendre et Aline Février.

Bien sûr, ont affirmé ceux-ci, le problème n'est pas le dimanche en soi, car il serait absurde de voir des activités nécessaires s'interrompre simplement pour respecter une tradition religieuse, qu'il s'agisse du dimanche de la tradition chrétienne ou d'autres jours pour d'autres religions. Mais la question est ailleurs. Les élus de Lutte Ouvrière se sont affirmés « solidaires des salariés qui luttent contre les différentes formes de flexibilité des horaires que le patronat cherche à instaurer dans

l'unique but d'augmenter ses profits ». Or, ont ils précisé, « celui-ci veut imposer de plus en plus des horaires de travail au mépris de la vie des salariés, qu'il s'agisse du travail de nuit pour les femmes, de l'amplitude pour les chauffeurs routiers ou en ce qui nous concerne ici du travail le dimanche ».

Sans doute des magasins, comme La Halle aux chaussures et La Halle aux vêtements, sont fréquentés par une clientèle populaire, que l'ouverture le dimanche pourrait arranger ? Mais il serait bien naïf de croire que c'est dans le souci d'une meilleure organisation sociale que les dirigeants de la grande distribution veulent ouvrir des magasins le dimanche. Leur problème, c'est que la rotation de leur capital s'effectue le plus vite possible, d'où leur intérêt pour capter une clientèle supplémentaire le dimanche, aux dépens de leurs salariés.

Le groupe des Chaussures André, rebaptisé Vivarte, auquel appartiennent les magasins La Halle aux Chaussures et La Halle aux vête-

ments emploie une dizaine de milliers de personnes sous beaucoup d'autres enseignes : Chaussland, Besson, Creeks, Liberto, Orcade, Minelli, San Marina, Caroll et Kookaï. Les dirigeants de Vivarte contrôlent le tiroir-caisse de quelque 2300 points de vente.

Affichant 47,9 millions d'euros de bénéfices, le groupe n'en poursuit pas moins le plan de restructuration qui s'est déjà traduit par la suppression de 400 emplois sur 500 annoncés l'année dernière, en même temps que les suppressions d'emplois à Danone et Marks et Spencer.

Pendant des années, le groupe André a ouvert de nombreux magasins le dimanche en toute illégalité. A La Halle aux vêtements et La Halle aux chaussures de Créteil, cela s'est pratiqué pendant au moins sept ans, de mémoire d'employée. C'est seulement l'an dernier que la direction avait dû y renoncer, du moins provisoirement. Vivarte avait perdu plusieurs procès, menés à l'initiative de la CFTC et d'une organisation de détaillants qui lutte contre la concurrence des grandes surfaces.

On assiste donc aujourd'hui à une nouvelle offensive. A Créteil, la direction a demandé des volontaires, mais n'en a pas trouvés. Mais évidemment, les moyens

de pression ne manquent pas : avec un salaire payé au Smic et un emploi précaire, un patron peut faire demander des heures supplémentaires prétendument au volontariat. Et il peut y avoir d'autres formes de pression plus directes. Ainsi, en février 2000, les syndicats ont protesté parce qu'un couple responsable d'un magasin du même groupe, dans la Somme, avait été licencié pour s'être opposé à l'ouverture du magasin le dimanche. Autre exemple : au centre de répartition des marchandises à Issoudun, c'est dans l'accord sur les 35 heures que la direction a tenté d'inclure l'obligation de dimanches travaillés. Le syndicat CFTC dénonce « un harcèlement moral systématique ». France Soir parle de « salariés à bout de souffle » à propos d'une salariée de La Halle aux vêtements de Dijon licenciée pour avoir reçu un pourboire de 40 F tandis qu'à Villefranche-de-Rouergue, une autre salariée a été poussée à signer une fausse confession « Il n'y a donc aucune raison de faire confiance à la direction de cette entreprise sur la façon dont elle pourrait trouver des « volontaires » pour s'adapter à de nouveaux horaires qui arrangent son chiffre d'affaires », ont déclaré les élus Lutte Ouvrière de Créteil. Ils ont ajouté que les élus qui accepte-

raient la demande d'ouverture du travail le dimanche soutiendraient en fait une offensive patronale qui se manifeste à Créteil, et ailleurs !

Le maire socialiste s'est alors agacé que « certains » veuillent faire de cette question un débat « idéologique ». Lui qui se veut réaliste et pragmatique a proposé de « dire oui pour une durée déterminée afin de mesurer l'impact de la décision à tous les niveaux ». Comme s'il était acceptable que les dirigeants d'une grosse société et le maire d'une commune puissent ainsi bousculer comme cela leur chante la vie des salariés !

LA TECHNOLOGIE A BON DOS

La société Essilor (lunettes) prend prétexte des activités de maintenance lourde pour faire travailler une équipe informatique le dimanche. En réalité, elle ne cherche qu'à éviter de perturber ses activités commerciales du lundi au samedi. Et cela ne la gêne pas d'imposer à du personnel technique de perturber ses week-ends.

Hôpital américain de Neuilly (Hauts-de-Seine)

« ON GARDE LE CHÂTEAU, MAIS ON VEND LES DOMESTIQUES »

Lundi 27 mai, une partie du personnel de l'Hôpital américain de Neuilly était en assemblée générale pour discuter des formes à donner à leur colère.

En effet, aux dires de son directeur, ce célèbre hôpital privé aurait un déficit. Pour combler ce trou, la direction a proposé le 13 mai dernier un plan d'externalisation de trois services afin de faire des économies.

Les salariés qualifient ce plan de la façon suivante : « On garde le château, mais on vend les domestiques ».

Les trois services en question seraient le « room-service », le service d'étage qui serait cédé à la Sogéres, filiale du groupe Sodexho, le service du ménage qui pourrait être repris par la société Artemis et le laboratoire de cytogénétique (étude de la reproduction cellulaire et de ses anomalies) qui n'a pas encore trouvé d'acquéreur.

Les salariés de cet hôpital, comme tous les autres salariés menacés « d'externalisation », craignent les baisses de salaires, les pertes d'avantages acquis, les mutations et même,

dans un deuxième temps, les licenciements. Ils ne veulent pas se laisser « externaliser », et ils ont bien raison !

Autre sujet d'inquiétude pour le reste du personnel, l'application des 35 heures qui devait être mis à l'ordre du jour pour octobre.

La crainte de se retrouver dehors est ressentie par tous comme une marque d'insécurité. Le maire de Neuilly, nouveau ministre de l'Intérieur et pourfendeur de toutes les insécurités, entendra-t-il ce message ?

MARKS & SPENCER

COMMENT S'ENRICHIR ENCORE PLUS EN LICENCIANT

Il y a un peu plus d'un an, le PDG de Marks & Spencer (l'ancien dirigeant de Promodès Luc Vandeveld) annonçait 4 400 licenciements en Europe, dont 1 517 en France avec la fermeture de 18 magasins. Cela avait valu aux actions en Bourse de s'envoler, et aux actionnaires de se partager 20 milliards de francs de dividendes.

Aujourd'hui, le groupe annonce un bénéfice en hausse de 30,7 %, atteignant le chiffre de 970 millions d'euros, soit 6,3 milliards de francs.

Pour ses bons et loyaux

services envers les actionnaires, Vandeveld avait touché l'an passé une prime de 8,5 millions de francs. Cette année, il double presque la mise avec 14 millions de francs (2,4 millions d'euros). Pour se montrer aussi généreux avec leur valet, les actionnaires ont dû chacun empocher un bon paquet.

Pendant cette année, combien de salariés de Marks & Spencer licenciés ont-ils retrouvé un emploi, et avec quel salaire ? C'est un nombre qu'ils ne donnent pas, parce qu'ils ne s'en préoccupent même pas.

La Poste
Paris-Louvre

GRÈVE POUR L'EMPLOI AUX GUICHETS

Air France
Marignane

Les 80 postiers des guichets de la recette principale à Paris se sont mis en grève à partir du lundi 27 mai contre le nouveau plan de sept suppressions d'emplois concocté par la direction. Les guichets de la poste centrale parisienne de la rue du Louvre ainsi que ceux de l'annexe du Forum des Halles restent fermés.

Cette fois-ci la direction veut supprimer trois postes d'inspecteurs, un poste de chef d'équipe

ainsi que « 2,35 emplois » de guichetiers (sic !). Cette annonce a été très mal reçue par tous : les cadres eux-mêmes qui ne se voient pas partir ailleurs, de même que les guichetiers qui savent bien que le travail des cadres va leur retomber dessus d'une manière ou d'une autre (par exemple les réclamations des usagers).

A cela s'ajoute la suppression, déjà réalisée, d'un poste de « renseignements téléphoniques » alors que beaucoup d'appels arrivent à la recette principale ouverte 24 heures sur 24 !

Au deuxième jour de la grève,

les grévistes ont déjà rencontré la direction à quatre niveaux différents mais c'est toujours la même réponse : « Rien n'est négociable ». La suppression des postes de cadres de ce niveau est un plan décidé au niveau national par La Poste.

Les grévistes savent que la partie sera dure et qu'ils ne peuvent compter que sur leur détermination. Mercredi 29 mai, la grève a été reconduite et les grévistes entendent bien faire connaître leur mouvement à leurs collègues et aux usagers du quartier.

Correspondant LO

EN LUTTE POUR L'EMBAUCHE DE 20 CDD

La direction d'Air France-Marignane s'est spécialisée dans l'enchaînement de contrats précaires pour le personnel qui s'occupe du passage, c'est à dire l'accueil des passagers. Certains employés auraient eu sur une période de trois ans plus d'une cinquantaine de contrats. Pris quelques jours, licenciés, repris, licenciés à nouveau et repris, voilà le régime auquel ils étaient soumis.

En octobre 2001, deux jugements des Prud'hommes ont condamné Air France à embaucher 20 agents du passage. Contrainte par le tribunal à transformer ces multiples contrats précaires (CDD) en emplois stables (CDI), la direction d'Air France a essayé en interprétant un autre jugement de la cour d'appel d'écœurer les agents du passage par l'envoi d'huissier à 7 heures du matin pour apporter des lettres de licenciement et des mutations arbitraires à l'autre bout de la France. Les dirigeants d'Air France de Marignane prétendaient

ainsi faire preuve « d'humanisme » et respecter « l'esprit de dialogue social qui caractérise l'entreprise » !

Jeudi 23 mai, à l'initiative de la CGT, le personnel commercial, mais aussi les manutentionnaires et ceux de la piste débrayaient, entraînant des nombreux retards de vols.

Le lendemain, comme un journal régional (*La Provence*) rendait compte de cette grève, la direction de Marignane s'est empressée de retirer tous les exemplaires de ce journal distribué aux passagers des avions. Les employés ont immédiatement débrayé : une heure après, les journaux étaient à nouveau chargés après une intervention de la direction nationale d'Air France...

Mercredi 29 mai, un débrayage et d'autres actions étaient prévus afin de dénoncer les méthodes de la direction d'Air France-Marignane et d'obtenir enfin l'embauche à Marignane des vingt agents du passage.

Saint-Junien (Haute-Vienne) CONTRÔLER CE QUE FONT LES PATRONS

Au cours de la campagne électorale dans la 2^e circonscription de la Haute-Vienne, la candidate de Lutte Ouvrière, Aline Barthélémy, a eu l'occasion de rencontrer sur la zone industrielle de Saint-Junien, les ouvrières et ouvriers de l'entreprise Maingaud (sacs en papier), en grève depuis lundi 27 mai.

L'entreprise compte 66 personnes et 90 % ont débrayé. Ils réclament des informations sur l'avenir et les comptes de l'entreprise que le patron ne veut pas leur donner. Leurs salaires sont bloqués depuis 1998 : ils récla-

ment donc 6 % d'augmentation.

Pour l'instant, le patron refuse de recevoir les délégués, et il menace de fermer l'entreprise si le travail ne reprend pas avant le 31 mai.

Depuis septembre 2001, ils travaillent par à-coups en fonction de l'approvisionnement en papier. Et lorsqu'il y a du travail, les rythmes sont infernaux.

Une entreprise du groupe, à Confolens, a été vendue, une autre à Bordeaux a été fermée. En ce qui concerne celle de Saint-Junien, les travailleurs de chez Maingaud sont dans la plus

grande incertitude, et ils veulent savoir. Ce qu'ils voudraient savoir aussi, c'est où sont passés les gains faits par le patron pendant des dizaines d'années (certaines ouvrières ont plus de 30 ans de maison). Peut-être investis dans de juteux placements ?

Un exemple de plus, comme l'a souligné Aline Barthélémy, de la nécessité de lever le secret bancaire et commercial afin de contrôler les comptes et la fortune des patrons, et ce qu'ils font des richesses produites par les travailleurs.

Échos des entreprises... Échos des entreprises... Échos des entreprises...

INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

La presse a annoncé qu'IBM envisageait de 8 000 à 9 000 suppressions d'emplois dans le monde, et cela très prochainement.

Pourtant les profits du groupe vont bien et ces messieurs les actionnaires devraient être contents. Mais non, ils en veulent toujours plus.

Le premier scandale est qu'ils nous racontent ce qu'ils veulent sans que nous puissions réelle-

ment contrôler les comptes de l'entreprise, les revenus et les fortunes des actionnaires. Le second scandale, ce sont les licenciements eux-mêmes, car nous n'avons pas à faire les frais de leur stratégie de grand groupe capitaliste.

Alors, ces licenciements collectifs devraient tout simplement être interdits.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière IBM La Gaude*)

ILS MOULINENT POUR EUX

Ce mois-ci, un nouveau directeur vient d'être embauché. C'est comme cela que la direction s'applique le projet industriel : grossir le rang des directeurs avec leur gros salaire, en faisant venir ses petits copains.

Notre projet industriel à nous, ce serait d'augmenter nos

salaires et de remplacer systématiquement ceux d'entre nous qui voudront partir.

Mais comme visiblement nous n'avons pas la même façon de voir les choses, il faudra que nous imposions la nôtre.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière SNCM Marseille*)

PETIT À PETIT

Le dernier conseil d'administration de France Télécom, la semaine dernière, a confirmé l'avenir qu'ils nous réservent : la réduction du personnel (6 000 départs en CFC pour 2000 recrute-

ments cette année).

Des plans toucheront aussi de plein fouet, comme on nous l'avait annoncé, les filiales étrangères comme TPSA ou Equant.

L'Etat semble espérer que

ces mesures feront remonter le cours de l'action. Aurait-il envie de vendre une partie des siennes, le faisant devenir actionnaire minoritaire avec des conséquences néfastes prévisibles pour le

personnel ?

Autant de raisons de nous tenir prêts à réagir.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière France Télécom Paris-Archives*)

NE PAS TOMBER DANS LE PIÈGE

Cela fait déjà quelque temps que la direction fait circuler des bruits concernant une éventuelle vente de l'usine. Et la rumeur s'amplifie chaque fois qu'il y a des visites.

Qu'Aventis veuille vendre des usines, restructurer pour augmenter ses profits n'est pas pour nous étonner. Mais en même temps la direction a intérêt à entretenir l'inquiétude pro-

voquée par ces rumeurs pour nous faire accepter ses mesures comme un moindre mal.

Ca s'appelle du chantage. Ne nous laissons pas avoir et préparons-nous à nous défendre pour préserver à la fois notre emploi et nos conditions de travail.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière Aventis Propharm Saint-Genis Laval*)

PLUS ÇA VA... POUR EUX, MOINS ÇA VA... POUR NOUS

Pour l'année 2001, les bénéfices étaient en hausse de 39,5 % par rapport à 2000.

Au 1er trimestre 2002 par rapport au 1er trimestre 2001, le chiffre d'affaires va bien, plus 12 % ! Le résultat net (bénéfices) va bien, plus 42 % ! Les ventes de produits vont bien, les ventes sur le marché américain ça va, plus 36,5 % de hausse !

Comme on le voit, côté fric,

nos patrons et les actionnaires nagent dans le bonheur. Et en même temps pour faire encore plus de profits et accroître les dividendes des actionnaires la direction continue à préparer des restructurations.

Vraiment, il faut imposer que les salariés passent avant les profits.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière Aventis Romainville*)

NOUVEAU PATRON, VIEILLES IDÉES

Le nouveau secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, est partisan « d'ouvrir le capital des sociétés de transport, voire de les privatiser à 100 % ». Il est favorable aussi au changement de statut de la SNCF et de la RATP.

En 1999, il était à l'origine d'une proposition de loi visant à limiter le droit de grève dans les services publics. Il prétend également que la grève des salariés du train est « un moyen de chantage dans lequel les clients et les usagers sont pris en otage ».

Et quand ce monsieur donne son avis sur les salariés d'EDF, c'est du même tonneau. Selon lui, s'ils ne se présentent pas toujours pour travailler, c'est qu'ils n'ont pas de concurrents.

Eh bien ! Si ses idées se transforment en programme, des « otages », comme il dit, il va y en avoir des wagons.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière SNCF Chambéry*)

Colombie

UN NOUVEAU PRÉSIDENT « À POIGNE »

Le nouveau président de la Colombie, Alvan Uribe, candidat de droite, pour ne pas dire d'extrême droite, a obtenu 53 % des suffrages, aux élections du 26 mai dernier, contre 31 % à un autre candidat de la droite libérale. Le candidat de gauche obtenait 6 % et la candidate écologiste, Ingrid Bettancourt, séquestrée par la guérilla depuis février dernier, 0,5 %. Ce résultat devrait suffire à Uribe pour mener la politique « musclée » qu'il a annoncée. Comme son prédécesseur, le conservateur Andrés Pastrana, qui achevait un mandat présidentiel non renouvelable de quatre ans, il entend lui aussi sauver le pays de tous ses maux : la guerre civile, la pauvreté et la corruption. Mais, l'élection passée, la dévenue risque d'être grande car le nouveau président est l'homme de l'armée et des groupes paramilitaires, principaux responsables du climat de violence qui règne dans le pays.

Uribe, fils de propriétaire terrien, prône comme valeur « travail, famille, Eglise ». Il a pris dans la campagne électorale le contre-pied des tentatives de négociation avec la guérilla mises en avant par son prédécesseur, Pastrana. Ces tentatives n'ont évidemment pas débouché sur la paix sociale espérée par une population fatiguée de 38 ans de guerre civile, mais elles n'étaient aussi de la part de Pastrana qu'un moyen comme un autre d'essayer de s'imposer dans un pays difficile à gouverner.

Uribe, ancien gouverneur de Medellín, ville surtout connue pour avoir abrité un des cartels de trafiquants de drogue qui sévissent en Colombie, et qui a lui-même échappé à quatre attentats, prétend « en finir avec la violence dans la fermeté ». Cette orientation a été immédiatement saluée par l'ambassadrice des Etats-Unis. Car Washington veille sur la Colombie, contribuant depuis longtemps au budget de l'armée, tandis que le Fonds Monétaire International accorde ses emprunts pour empêcher que l'endettement de la Colombie ne l'entraîne dans une situation comparable à celle de l'Argentine. Ces quatre dernières années, la part de l'endettement est en effet passée du tiers du produit intérieur brut à la moitié.

Les déclarations d'intention d'Uribe sont donc en tout point

conformes aux vœux de Washington, qui prône la lutte contre le terrorisme (et donc contre la guérilla) et critiquait les tentatives de négociation avec les guérilleros. Uribe exprime également, dans son costume civil, les aspirations les plus directes de la caste militaire. Il se propose en effet de doubler les effectifs de l'armée et d'embaucher un million de personnes pour constituer un « réseau d'informateurs », comprenez d'indicateurs de police, ce qui renforcera une des plaies de la Colombie : les groupes paramilitaires qui, avec l'armée, portent la plus grande responsabilité dans le climat de

se reconvertir dans la culture des matières premières destinées à la confection de drogue. Alors, les arrachages de plantations auxquels se livre l'armée colombienne, financée par Washington, sont spectaculaires, mais ils ne font pas reculer d'un iota la distribution de la drogue. Pas plus d'ailleurs que la mise hors d'état de nuire des cartels qui s'en disputent le leadership. On les disperse, on les élimine, mais d'autres prennent la place et le trafic se poursuit, parce qu'il sert aussi à alimenter les circuits financiers en argent frais.

Et si les Etats-Unis voulaient

et même s'en prendre à une partie des classes dirigeantes d'Amérique latine. Un propriétaire foncier, ami du père du nouveau président, n'avait-il pas deux fils mouillés dans ces trafics... Toutes choses que les Etats-Unis n'ont évidemment pas envie de mettre en œuvre.

En tout cas, cette situation a nourri une véritable militarisation de la Colombie. L'existence de mouvements de guérilla a constitué pour l'armée, et pour les groupes paramilitaires qui agissent dans l'ombre, un parfait alibi pour justifier des moyens et des aides supplémentaires, y compris des

tant les représentants politiques légaux des différentes guérillas, de la même façon qu'ils interviennent contre toutes les tentatives du mouvement ouvrier colombien de relever la tête. La liste est longue des syndicalistes assassinés au cours de ces vingt dernières années.

Et ce n'est certainement pas en donnant plus de moyens à l'armée et aux groupes paramilitaires que le nouveau président va mettre fin à la violence qui ravage le pays. Bien au contraire, il ne peut qu'alimenter la violence.

En attendant, les premières propositions d'Uribe montrent qu'il cherche à tirer parti de la déconsidération des politiciens pour réduire la représentation civile, puisqu'il veut ramener le Congrès de 268 à 150 sièges, « par référendum » si le Sénat et la Chambre des députés ne le suivent pas sur ce choix. Il veut également supprimer le Conseil de la magistrature. Ces mesures, outre réduire une représentation démocratique déjà plutôt symbolique, auront un effet direct sur le budget, car le président entend geler les traitements des parlementaires et réduire le montant de leurs retraites qui est de l'ordre d'environ 50 000 francs par mois dans un pays où le salaire minimum est de l'ordre de 750 francs. Il prétend qu'avec cet argent économisé, il fera construire 100 000 logements sociaux.

Mais les travailleurs et les couches populaires colombiennes n'ont pas plus à croire à cette promesse qu'aux autres. Le pays ne sortira du chaos dans lequel l'ont plongé les grandes puissances impérialistes et les classes riches qu'en se débarrassant des uns et des autres. Et pour cela, les classes laborieuses ne peuvent compter que sur elles-mêmes.

Jacques FONTENOY



L'armée colombienne surveille une route à 50 km de la capitale.

guerre civile.

Que l'immense majorité des 42 millions de Colombiens, dont 64 % vivent dans la pauvreté, aient soif de changement, c'est l'évidence. Malheureusement, ils ne peuvent guère attendre un changement du renforcement de l'emprise de l'armée et des groupes paramilitaires.

Le conflit avec les guérillas n'est pas le seul problème de la société colombienne. Il y a aussi le poids pris par la drogue dans l'économie, mais là aussi il y a beaucoup d'hypocrisie. Le développement de la drogue dans l'économie mondiale est une maladie du système capitaliste qui transforme toutes les marchandises, y compris les plus inavouables, en capitaux qui se réinvestissent dans le système financier international.

Les Etats-Unis, qui considèrent l'Amérique latine, et donc la Colombie, comme leur chasse gardée, se posent officiellement en champions de la lutte contre la drogue. Cela leur fournit un prétexte pour intervenir en Colombie, ou ailleurs. Mais cette prétendue lutte contre la drogue en Colombie est en réalité surtout une guerre menée contre les paysans colombiens à qui le système impérialiste n'a plus guère laissé d'autre choix, après la chute des cours du café au début des années quatre-vingt, que de

vraiment s'attaquer à la drogue, il leur faudrait faire le ménage dans leur propre système financier, et accessoirement dans certaines de leurs officines de renseignement qui ont elles-mêmes trafiqué dans la drogue pour assurer leur budget (une pratique commune à la plupart des services secrets, qui l'ont pratiquée à un moment ou un autre, y compris les services français)

emprunts de l'Etat colombien auprès de Washington. Autant dire que militaires et paramilitaires ne sont pas pressés de voir la guerre civile s'achever. Et c'est d'ailleurs pourquoi à chacune des multiples tentatives de pacifier la guérilla, par exemple en lui donnant une reconnaissance politique légale, les paramilitaires sont intervenus le plus simplement du monde en exécute-

Misère de la population et des services publics : des cheminots de l'entretien des voies à Bogota.

